

DANS CE NUMÉRO :

A BAS L'ÉTAT D'URGENCE EN ALGÉRIE

LA NOUVELLE GAUCHE ET LE FRONT UNIQUE - POURQUOI ATTILÉE A-T-IL TOURNÉ ? - LA LUTTE SCOLAIRE EN BELGIQUE - YALTA : 10 ANS APRÈS - NOS INFORMATIONS OUVRIÈRES



LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

**PARAIT LE PREMIER
VENDREDI DE CHAQUE
MOIS**

EN VENTE DANS LES PRINCIPAUX KIOSQUES
(Gares, Mètres, Boulevards)

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

L'ÉTAT D'URGENCE : LOI SUPER-SCÉLÉRATE VOTÉE PAR UN PARLEMENT FAILLI

FRONT UNIQUE P.C.F.-P.S. POUR DE NOUVELLES ELECTIONS ET UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS

METTRE par simple décision administrative qui l'on veut en camp de concentration.

- Evacuer de force des populations entières.
- Interdire la circulation des personnes et éloigner arbitrairement.
- Appliquer la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre (entraînant en particulier :
 - la suppression du droit de grève et la fixation administrative des salaires et traitements,
 - le droit pour l'administration de réquisitionner les biens, meubles et immeubles,
 - une extension capitale des droits des préfets en matière de répression).

- Faire juger les « crimes et délits » par l'autorité militaire.
- Supprimer la liberté de réunion.
- Supprimer la liberté de presse.
- Perquisitionner chez qui que ce soit à toute heure du jour et de la nuit.

VOILA ce que le gouvernement de la bourgeoisie française est autorisé à faire par simple décret, sur toute l'étendue du territoire français, « en cas d'atteinte grave à l'ordre public ». Voilà ce qu'il fait dès maintenant en Algérie où « l'ordre public » colonialiste est mis en péril par la lutte du peuple algérien.

Cela s'est passé jeudi 31 Mars : au cours d'une étonnante séance, la
(SUITE PAGE 3.)

L. PERIER.

La VÉRITÉ des TRAVAILLEURS INCULPÉE

Une inculpation a été ouverte contre notre journal pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat !

Derrière cette accusation, le gouvernement veut engager un procès d'opinion, car les articles visés sont ceux dans lesquels nous avons exprimé notre point de vue sur les événements d'Algérie.

Le gouvernement peut mobiliser les services de la Justice et de la police, chercher à brimer des organes comme les nôtres, et après ?

La répression ne peut ni intimider ceux qui se sont donnés pour tâche de servir la cause des exploités ni arrêter la lutte de ceux-ci.

En particulier, le monde colonial s'est dressé depuis plusieurs années de façon irrésistible. Partout les Impérialistes et leurs agents ont commencé par dénoncer les « bandits », par recourir aux crimes les plus infâmes, et partout ils sont obligés de céder du terrain, et partout ils sentent le vent de la défaite.

Cette fois-ci les cervelles officielles ont trouvé la solution : Je te baptise « département français » et il n'y a plus de problème colonial !

Nous dénonçons les tentatives gouvernementales contre les libertés de presse visant notre journal ainsi que les autres organes qui, en France, ont pris la défense du peuple algérien contre l'impérialisme. Nous en appelons à la classe ouvrière pour obliger ses grandes organisations politiques et syndicales à cesser de faire le silence et à combattre ces inculpations et poursuites. Le gouvernement vise plus loin. Il a fait adopter un projet de loi superscélérate. On ne fait pas sa part à la répression : il faut la briser, même dans ses tentatives les plus limitées, pour ne pas lui permettre de s'étendre à toute la classe ouvrière.

Les élections cantonales — bien que celles-ci soient d'importance secondaire — seront jugées politiquement. Il importe avant tout que les travailleurs s'y manifestent aussi fortement que possible en tant que classe.

Aussi le P.C.I. (section française de la IV^e Internationale) appelle tous les travailleurs des cantons où auront lieu des élections à voter au 1^{er} tour pour les candidats du P.C.F., et à exiger — au second tour — un désistement sur le candidat ouvrier (P.C. ou P.S.) le plus favorisé contre tous les candidats bourgeois quels qu'ils soient.

par J.-P. MARTIN

APRÈS LA RATIFICATION DES ACCORDS DE PARIS

La France a trouvé le « courage de dire oui » aux accords de Paris et de ne pas laisser sa « chaise vide » dans la compagnie de ses alliés atlantiques.

Une confortable majorité de sénateurs remplis de sens des « responsabilités », imbus jusqu'à la moelle de conservatisme, et de réaction, ont ratifié définitivement les fameux accords.

Ainsi, en principe, les mains de la bourgeoisie allemande se trouvent désormais libres pour reconstruire son armée.

Mais l'application effective pratique, des accords de Paris n'est pas de toute manière pour demain.

Elle dépendra de l'ampleur, de la vigueur, de l'efficacité de la lutte qui doit continuer, du prolétariat européen, épaulant celle désormais la plus décisive, que mène le prolétariat allemand lui-même.

Ce n'est pas seulement la pression brutale de ses alliés impérialistes, américains et anglais, qui a déterminé la ratification des accords par la France, c'est la conscience de classe de la bourgeoisie toujours à la tête de ce pays, qui a déterminé ce vote dès que certaines questions intéressant ses rapports de force avec la bourgeoisie allemande ont trouvé une solution, provisoirement du moins, conforme à ses intérêts : telle par exemple celle de la Sarre économiquement incorporée à la France.

La politique atlantique, c'est-à-dire l'alliance contre-révolution-

naire de tous les pays capitalistes, y compris de l'Allemagne Occidentale, face au front des Etats Ouvriers, est un impératif de politique extérieure pour toute bourgeoisie.

Dégager un pays de cette alliance n'est pas possible sans un très fort mouvement de classe qui ouvre en réalité la perspective du gouvernement ouvrier.

Les Faure, Pinay et Cie s'emploient à minimiser la gravité du pas accompli et veulent présenter la ratification des accords comme le préalable indispensable pour négocier maintenant efficacement avec « l'Est ».

Mais déjà ils préconisent une procédure, jalonnée par une série d'étapes préparatoires avant d'arriver à la Conférence des Quatre (ou des « Cinq » ou des « Six »), qui équivaldrait pratiquement à gagner tout le temps nécessaire pour commencer pratiquement le réarmement effectif de la bourgeoisie allemande.

Ils n'hésitent pas d'autre part à laisser entendre, ce qui est dit sur un ton plus haut par leurs complices américains et anglais : pas question de « neutraliser » une Allemagne éventuellement réunifiée, c'est-à-dire, pas question de la dégager de l'alliance militaire atlantique.

Cette attitude est prise même sur la question beaucoup plus anodine de l'Autriche, américains,

(SUITE PAGE 12.)

LE JOURNAL DU PROLETARIAT RÉVOLUTIONNAIRE

Depuis de nombreux mois, nous avons donné à nos lecteurs, dans les colonnes de notre journal, tant en ce qui concerne l'évolution de la situation politique, économique et sociale en France et dans le monde que celle du mouvement ouvrier, des analyses que les événements ultérieurs sont venus confirmer avec force.

Nous voudrions ici revenir sur quelques-unes des positions que nous avons défendues, en particulier dans ces derniers mois.

Commençons par l'expérience de Mendès-France. Il est bon à ce sujet, d'avoir clairement en tête les positions des grands partis ouvriers qui, en Juin-Juillet 1954 ont voté pour « l'Homme Nouveau », « l'Homme de la paix en Indochine », lui permettant ainsi, pendant plusieurs mois, de travailler à réaliser ce que ces prédécesseurs n'avaient pu obtenir : la néo-C.E.D. des accords de Londres et de Paris.

Nous écrivions à cette époque (« Vérité des Travailleurs, n° 22 Juillet-Août 1954, p. 1) :

« ACCULE A CESSER SA SALE GUERRE, CELUI-CI (LE GRAND CAPITAL) A VOULU CHANGER D'HOMME POUR TIRER PROFIT DE SA DEFAITE DANS UN SECTEUR DE LA GUERRE DE CLASSE ET SE RENFORCER DANS LES AUTRES.

LE SENS DE CETTE MANŒUVRE EST ÉCLATANT SI L'ON REGARDE CE QUE FAIT MENDES-FRANCE EN AFRIQUE DU NORD : AVANT MEME D'AVOIR CESSÉ LA GUERRE EN ASIE, IL Y CONCENTRE SES TROUPES IL L'A D'AILLEURS ANNONCÉ CYNIQUEMENT : S'IL CEDE AU VIETNAM, C'EST POUR RENFORCER LA MAINMISE SUR LES PEUPLES D'AFRIQUE DU NORD. VOTER POUR MENDES-FRANCE, C'EST AGIR CONTRE CEUX-CI.

... MENDES-FRANCE SE PROPOSE DE FAIRE RATIFIER LA C.E.D. OU TOUT AU MOINS UNE VERSION TRES APPROCHE. C'EST DE TOUTES FAÇON LUI QUI AURA LE MIEUX PRÉPARÉ CETTE RATIFICATION, ET C'EST POUR LUI QUE LE P.C.F., QUI DEPUIS DES ANNÉES FAIT DE LA LUTTE CONTRE LA C.E.D. LE CENTRE DE SA POLITIQUE, AURA VOTÉ LA CONFIANCE !... »

Aujourd'hui, tout ceci est devenu clair pour la classe ouvrière et particulièrement pour les militants du P.C. Ses dirigeants avaient promis que tout allait changer si la pression était suffisante pour imposer à Mendès-France une politique conforme aux intérêts des travailleurs. La direction du P.C. a créé une confusion énorme au sein de la classe ouvrière pendant cette période, mais jamais nous n'avons entendu de sa part la plus petite auto-critique sur ses analyses d'il y a 10 mois.

Cela suffirait amplement à montrer l'importance de notre journal qui fait découler de son analyse marxiste de la situation les mots d'or-

dres communistes qui répondent aux nécessités de la lutte de la classe ouvrière en France et dans le monde.

C'est ainsi qu'en Mai Juin 1954, nous avons lancé le mot d'ordre d'une CONFÉRENCE OUVRIÈRE INTERNATIONALE pour lutter contre le réarmement allemand, pour coordonner la lutte des travailleurs du monde entier contre les préparatifs de guerre impérialistes. Il y a environ deux mois ce mot d'ordre était repris, sous la forme, d'une Conférence Ouvrière Européenne, par des militants ouvriers de la Région du Nord à qui, sans doute, l'inefficacité de la tactique de délégations du P.C.F. était apparue et qui cherchaient sur un terrain de classe, un moyen de lutte plus conforme aux intérêts du prolétariat de tous les pays et aussi plus mobilisateur. L'HUMANITE s'en fait l'écho, et certes la manière dont le P.C.F. et la C.G.T. s'y prennent pour réaliser cette conférence sont très critiquables, ainsi que nous le montrons par ailleurs. Mais, bien qu'ils procèdent d'une manière très bureaucratique, ne tenant pas compte des réalités du mouvement ouvrier d'Allemagne occidentale et ignorant en fait la direction social-démocrate de ce mouvement, le fait qu'ils reprennent ce mot d'ordre montre combien l'évolution de la situation en Europe et dans le monde, telle que nous la décrivons dans les colonnes de notre journal, met à l'ordre du jour les solutions de classe que nous sommes les seuls à défendre.

Eveiller l'attention des militants révolutionnaires du P.C.F. et des meilleurs éléments de la classe ouvrière de ce pays sur ces problèmes, les amener à comprendre, au travers de notre analyse de la situation, en quoi ces mots d'ordres sont les seuls correspondant à leurs aspirations et comment ils pourraient galvaniser le prolétariat pour une lutte efficace contre les impérialistes, et ceux de ce pays en particulier ; les inciter à préconiser au sein de leurs organisations cette politique de classe, telle est notre ambition, tel est notre but de marxistes révolutionnaires. C'est la tâche que nous poursuivons sans relâche, envers et contre toutes les difficultés et tous les obstacles, pour le triomphe des idées révolutionnaires et la venue au pouvoir d'un gouvernement des travailleurs première étape vers l'établissement d'un régime ouvrier dans ce pays.

Nous n'aborderons pas aujourd'hui le problème de la tactique que nous avons adoptée pour faire pénétrer le plus profondément possible, dans la classe ouvrière de ce pays TELLE QU'ELLE EST ORGANISÉE ACTUELLEMENT, cette politique et ces mots d'ordres communistes qu'exprime notre journal.

Nous voudrions seulement attirer l'attention de nos lecteurs sur le fait que, sur le problème de l'évolution du mouvement ouvrier et en particulier dans les pays où existe

un fort parti communiste, comme c'est le cas pour la France ou l'Italie, nos prévisions se réalisent chaque jour plus clairement. Nous affirmons et continuons d'affirmer que la maturation de la classe ouvrière et celle de son avant-garde politique, se feront AU SEIN de ses organisations de masse, telles qu'elles sont aujourd'hui, qu'une évolution politique profonde, se traduisant par la naissance de courants gauche dans ces organisations, et par une crise permanente de leurs directions, sans pour autant que ne se produisent de grands éclatements organisationnels de ces Partis. L'affaire Marty-Tillon suivie de l'affaire Lecœur en France, la crise du P.C. Belge, la naissance d'un courant gauche dans le P.C. Italien, tous ces faits que nous avons décrits dans les précédents numéros de notre journal démontrent là aussi la justesse de nos prévisions.

Ainsi, notre journal a fait la démonstration qu'il apporte, pour chaque événement une analyse correcte et des mots d'ordres justes. Il n'y a aucun secret à cela. Seule une conception marxiste, s'opposant à l'opportunisme foncier qui préside à la manière de voir des dirigeants du P.C., peut permettre de comprendre les événements et de donner une réponse correcte aux aspirations des travailleurs.

Nous sommes profondément persuadés qu'au fur et à mesure où la situation viendra apporter de nouvelles confirmations à notre politique, un nombre toujours plus grand de militants révolutionnaires lui apportera concrètement son soutien en aidant à la parution et au rayonnement du journal qui exprime cette politique.

Dès maintenant, camarades lecteurs et sympathisants, apportez-nous un soutien accru pour que ce journal du prolétariat révolutionnaire pénètre dans des couches de plus en plus importantes de l'avant-garde de politique de ce pays, et plus particulièrement les militants du P.C.F. Aider ainsi à la maturation des idées révolutionnaires de cette avant-garde, à leur coordination dans le cadre de la perspective des luttes grandioses qui mettent et mettront aux prises l'impérialisme et le prolétariat mondial c'est œuvrer concrètement au triomphe de ce dernier.

P. GIRAUD.

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs de ne pas avoir pu réaliser pour ce numéro la sortie de notre journal le 1^{er} vendredi du mois. Cette date de sortie sera effectuée à dater du numéro de mai qui sortira :

LE VENDREDI 6 MAI

L'ASSOCIATION DES ANCIENS DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE D'EXTREME-ORIENT CREE UN SERVICE D'ORDRE « DESTINE A APPUYER SON ACTION MORALE ».

Le congrès national de cette association déclare « qu'elle est décidée à ne plus tolérer de nouveaux abandons des positions et prérogatives de la France dans ses territoires d'outre-mer et à agir par tous les moyens en son pouvoir pour maintenir la place traditionnelle de la France dans le monde. » De plus il annonce « la création d'un service d'ordre destiné à appuyer son action morale ».

Ces champions de « l'action morale » se sont fait la main sur les peuples coréens et viet-namiens et voudraient maintenant exercer leurs talents sur les travailleurs français. Ils croient que le calme actuel de la classe ouvrière est définitif et qu'ils vont pouvoir prendre l'offensive contre elle et pour un Etat fort. Ils se trompent lourdement et s'apercevront bientôt que la classe ouvrière n'est ni battue ni indifférente, et qu'il manque à ces « durs » le soutien d'un mouvement de masse. Il est certain qu'ils planeront les mêmes victoires en France qu'en Extrême-Orient.

Néanmoins cette arrogance colonialiste et antidémocratique est un signe de la faiblesse que provoque dans les rangs ouvriers la division du P.C.F. et du P.S. et l'absence de politique révolutionnaire de ces 2 partis.

LE MOUVEMENT POUJADE

Il est hors de doute que le niveau de vie de la grande majorité des ouvriers est plus bas que celui de la plupart des commerçants. Qu'ils payent proportionnellement le plus d'impôt et que les moyens de contrôle sur leurs revenus sont plus rigoureux et complets que pour n'importe quelle autre classe.

Il n'en reste pas moins que le mécontentement des artisans et des petits commerçants — qui accompagne celui des paysans — est absolument réel et suffisamment fort pour que ces couches petites bourgeoises entreprennent des actions de masse.

L'astuce de Poujade consiste à utiliser ce mécontentement pour le diriger contre les impôts en oubliant de dire que ce sont les prix préférentiels dont bénéficient les trusts, leurs privilèges, leurs surprofits, les frais de leur politique de guerre et de colonialisme qui pèsent sur la petite bourgeoisie. Par son antiparlementarisme grossier, par son passé d'oriotiste, par son style, Poujade a tout du démagogue fasciste.

Le mouvement ouvrier organisé doit naturellement combattre et dénoncer la démagogie de Poujade. Mais il doit aussi répondre à la question : comment se fait-il que Poujade entraîne des masses derrière lui ?

Bien que ce mouvement n'ait pas une grande force réelle son existence et son action doit être une leçon pour les travailleurs. C'est la division et le manque de politique révolutionnaire des partis ouvriers qui détournent d'eux la petite bourgeoisie. Ils doivent dire clairement qu'ils luttent pour le pouvoir dans le but d'exproprier les trusts et les banques qui oppriment la petite bourgeoisie et exploitent la classe ouvrière. C'est une poignée de 200 familles qui pressure et écorchent toutes la population laborieuse. Sans un gouvernement qui brise ces 200 familles en les expropriant, il n'y a aucune réforme fiscale agricole, vinicole ou autre qui puisse alléger le fardeau pour longtemps.

Sur un tel programme — et tout ce qui en découle — les 2 grands partis ouvriers doivent s'unir, ce qui soulèverait l'enthousiasme et la combativité des travailleurs comme en 1936. La petite bourgeoisie voyant la classe ouvrière unie, forte, et décidée à faire quelque chose serait entraînée derrière elle — comme en 1936 — et lui apporterait ces forces pour aller jusqu'au bout — pas comme en 1936.

Front unique P.C.F.-P.S.

(SUITE DE LA 1^{re} PAGE)

majorité réactionnaire de l'Assemblée dont, dit *Le Monde* « les représentants étaient d'autant plus rare que l'on regardait vers la droite » a voté cet infâme projet de loi. Le coup s'est fait en douceur, presque à l'insu de l'opinion. Et le décret portant application de la loi à l'Algérie a été immédiatement décidé ! (Voir notre article en p. 5.)

Bonne quinzaine pour la bourgeoisie française et ses alliés impérialistes : cour sur coup, ratification par le Sénat des accords de Londres et de Paris et adoption par le Parlement de la loi sur l'état d'urgence ! A l'adoption d'une politique de guerre plus ouverte devait correspondre l'établissement d'un système de répression plus perfectionné en Afrique du Nord et en France.

Mais comment cette monstrueuse loi a-t-elle pu passer sans combat d'une façon qui laisse pantois les journalistes bourgeois eux-mêmes ?

Comment une Assemblée élue dans un scrutin truqué, complètement discréditée dans l'opinion publique, qui s'est effondrée avec la défaite de Dien-Bien-Phu, comment une Assemblée où foisonnent betteraviers, poujadistes et autres, a-t-elle pu si facilement faire ce mauvais coup ?

Les élus du P.C. et du P.S. ont fait quelques interventions hostiles au projet de loi, mais n'ont utilisé aucun des recours habituels permettant par une obstruction systématique de retarder le vote, et de mettre à profit ce retard pour organiser dans le pays la protestation et la lutte effective contre cette loi scélérate.

Mais cette protestation, cette lutte, effective des travailleurs de ce pays contre une loi de type fasciste, fallait-il même attendre que la discussion en vint au Parlement pour l'organiser ? Ne devait-il pas y avoir, dès que le projet eut été mis sur pied une campagne puissante, par tous les moyens dont disposent les grandes organisations ouvrières, politiques et syndicales, qui alerte l'opinion, qui montre le danger aux travailleurs et leur propose, en Front Unique, des moyens concrets de lutte (meetings, manifestations...) Au lieu de siéger à la sauvette et presque à l'insu de tous, le parlement et sa majorité réactionnaire auraient dû se tenir sous la menace d'une classe ouvrière alertée, proclamant puissamment son opposition à la loi scélérate. Alors les choses ne se seraient pas passées ainsi.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur la presse ouvrière des jours qui précéderont le mauvais coup du 31 mars pour comprendre ce qui a permis à la bourgeoisie de marquer ce point. Où trouve-t-on une campagne d'agitation contre le projet de loi scélérate ? Pas dans *Le Populaire*, bien sûr ! et *l'Humanité* ? Il faut attendre son numéro du 30 pour trouver — et seulement en page 5 — une analyse du projet intitulée : « Un projet pire que l'état de siège ». C'est une campagne véritable d'agitation et de dénonciation que *l'Humanité* aurait dû effectuer plusieurs jours durant, et nous savons que les rédacteurs de ce journal connaissent parfaitement la manière d'utiliser leur première page lorsqu'il s'agit de faire une telle campagne sur un point déterminé par la direction de leur Parti ! La vérité c'est que cette direction n'a aucune politique d'ensemble et qu'elle n'a qu'une seule idée : faire pression sur une partie de la bourgeoisie française afin d'obtenir un changement de politique extérieure qu'elle est prête — comme jadis — à payer aux dépens des intérêts essentiels de la classe ouvrière.

Une politique réactionnaire de la bourgeoisie française ne peut être arrêtée par morceaux. Il faut la briser par une mobilisation de masse pour une politique conforme aux intérêts des travailleurs.

Un nouveau P.C. et P.S. sont ensemble dans l'opposition au Parlement, mais sans que cela ait eu de sérieuses conséquences politiques, notamment en matière de front unique de la classe ouvrière. A deux reprises, il est vrai, la direction du P.C. a récemment écrit aux dirigeants du P.S. : une fois, de groupe parlementaire à groupe parlementaire (lettre de Duclos à Depreux le 11 mars pour le relèvement du minimum garanti et la suppression des abattements de zones), l'autre du Bureau Politique au Comité Directeur (lettre du 13 avril, contre la fabrication d'armes atomiques et thermonucléaires).

Nous ne pourrions que les saluer et les soutenir, mais nous devons constater que ces lettres ne traduisent pas jusqu'à présent une nouvelle politique du P.C. dans la classe ouvrière pour réaliser le front unique, mais des accidents sans conséquences. Ces lettres, la direction du P.C. les oublie elle-même le lendemain. Elle ne semble y attacher aucune importance. Comment peut-elle espérer que d'autres leur accorderont plus d'attention ?

Et, en outre, pour qu'elles aient un effet, pour qu'une campagne autour de propositions de parti ait des résultats dans la classe ouvrière en général et parmi les militants socialistes en particulier, il ne faut pas les faire sur une question limitée, présentée de telle façon que les masses ne trouvent aucune perspective.

En face d'une Assemblée discréditée, le silence des directions ouvrières favorise l'antiparlementarisme profasciste qu'exploitent pour un temps des aventuriers de petite envergure.

Le front unique des deux grands partis ouvriers doit se faire pour exiger le renvoi d'une Assemblée aussi veule, pour imposer de nouvelles élections permettant au pays de se prononcer, afin que les masses mobilisées autour du front unique chargé de mettre fin à toute la politique réactionnaire à toutes ces lois infâmes, à la politique cléricalle dans l'enseignement, aux guerres coloniales, et pour mettre en application un programme conforme aux intérêts des masses.

C'est une telle politique de classe que les militants révolutionnaires de la classe ouvrière ne peuvent que souhaiter voir appliquer par leur direction. Il y a maintenant un lourd passif à remonter dans la classe ouvrière, mais chaque jour verra des occasions nouvelles de lutte se présenter et au travers de ces luttes un effort systématique de création du FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS DE LA CLASSE OUVRIERE peut et doit permettre de sortir de l'impasse.

L. PERIER.

La nouvelle gauche et le front unique

La Nouvelle Gauche a le vent en poupe : une assistance nombreuse est venue à son meeting parisien ; la presse accorde une place importante à ses manifestes ; plusieurs dirigeants du P.C.F. ont engagé avec elle une polémique publique.

Il ne faut pas, cependant, surestimer l'importance de ce regroupement ; il s'agit d'un cartel d'organisations dont les militants en nombre assez restreint, se recrutent surtout dans la petite bourgeoisie, parmi les intellectuels notamment. De tels rassemblements sont de traditions en France. Les intellectuels ont toujours recherché des modes de regroupement et d'action qui leur sont propres, car, dans leur masse, ils ne peuvent se soumettre aux méthodes de travail d'un parti ouvrier. De l'affaire Dreyfus aux comités des intellectuels antifascistes, on pourrait multiplier les exemples. La caractéristique de ces organisations réside dans leur instabilité profonde ; l'année 1948 a ainsi vu la montée en flèche et le lamentable effondrement du Rassemblement Démocratique Révolutionnaire.

Le plus souvent ces rassemblements se constituent pour appuyer, dans le domaine propre aux intellectuels, l'action des partis ouvriers. La Nouvelle Gauche, elle, a des objectifs un peu différents. Son premier souci a été et reste de se différencier par rapport au Parti Communiste, la plus importante organisation prolétarienne de France ; quant à son objectif principal c'est d'amener les partis communistes et socialistes à réaliser un « nouveau Front Populaire ».

Le Nouvelle Gauche vise donc, non à appuyer une action ouvrière, mais à prendre l'initiative d'un mouvement de front unique que les partis traditionnels n'ont pas pu organiser. C'est là que résident à la fois sa puissance d'attraction et la source de ses contradictions.

Les fondateurs de la Nouvelle Gauche n'ont ressenti les besoins d'une telle initiative qu'à cause de la carence des organisations prolétariennes, de celle du P.C.F. notamment qui préfère depuis une longue période les alliances avec des bourgeois patriotes à une véritable politique de mobilisation ouvrière. On parle de socialisme et de luttes de classe, mais en pratique, on n'avance aucune revendication transitoire capable d'assurer la liaison entre les revendications actuelles et le but final. Les manœuvres de pression sont seules en vigueur. L'attitude des dirigeants du P.C.F. à l'égard de la

nouvelle organisation illustre bien cette absence de politique. Après avoir ignoré les vrais problèmes posés par la Nouvelle Gauche, ils l'ont, par l'intermédiaire de François Billoux, invitée à se cantonner dans un travail de propagande dans les milieux de la petite et moyenne bourgeoisie. Force d'appoint, elle tairait les aspirations radicales de ses membres pour n'effaroucher personne et amener le plus d'électeurs possible au P.C.F. qui continuerait sa politique habituelle. Mais les jeunes qui adhèrent à la Nouvelle Gauche veulent plus que cela et s'ils attendent quelque chose du P.C.F., c'est que, renonçant à osciller entre le sectarisme et l'opportunisme, il adopte une politique militante de classe.

Que peut-on attendre de la Nouvelle Gauche ? Sa composition sociale et ses objectifs limitent dès le départ la portée de son action. A son congrès constitutif, les organisations participantes n'ont pu se mettre d'accord sur la ligne à suivre vis-à-vis du P.C.F. et deux fractions se sont constituées. Bien plus, à l'intérieur de chacun des groupements des discussions sont nées sur les limites à fixer à l'action du nouveau rassemblement : la conférence de l'Union Progressiste a été particulièrement divisée sur cette question.

Les fondateurs de la Nouvelle Gauche veulent une nouvelle politique des partis ouvriers, mais ils ne savent trouver les moyens concrets de réaliser ce désir. Ils constatent à la fois la carence politique et la puissance organisationnelle du Parti Communiste Français et se demandent infructueusement comment remédier à l'une sans tomber sous le poids de l'autre. La vraie solution réside dans une lutte pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, étant entendu qu'une telle lutte pour être efficace doit tenir compte de l'expérience et des formes d'organisation actuelles du mouvement ouvrier.

Il s'agit de lutter dans les organisations ouvrières, et non dans des regroupements forcément instables et éphémères. C'est ce que s'attachent à réaliser les militants trotskistes français. C'est une telle orientation que doivent envisager tous ceux qui sont désireux de voir la classe ouvrière française dotée d'un parti et d'une direction réellement révolutionnaires. C'est aussi la seule voie pour répondre aux problèmes politiques et organisationnels que pose l'existence de la Nouvelle Gauche.

C. HENRY.

LIBERONS ROGER STEPHANE

Le Bureau Politique du P.C.I. a adressé une lettre de protestation contre l'arrestation de Roger STEPHANE.

Nous élevons aussi notre protestation contre l'inculpation visant « France-Observateur » et Claude BOURDET, sous prétexte d'atteinte à l'honneur de MM. les juges.

Front unique ouvrier pour briser toutes les machinations réactionnaires.

A BAS L'ANNEXIONNISME FRANÇAIS EN SARRE

La question sarroise a été au centre des débats menés en France et en Allemagne, autour des accords de Paris. Ces discussions sembleraient futiles si on ne se rappelait que la Sarre est un des centres miniers et industriels les plus importants d'Europe. L'apreté des capitalistes français à défendre le statut «européen» de la Sarre s'explique alors facilement : le régime de contrôle qui existe actuellement est le seul qui permette aux monopoles français d'étendre leur influence sur le territoire. Par contre les milieux bourgeois allemands considèrent que le statut actuel n'est qu'une étape vers le retour de la Sarre à l'Allemagne. C'est sur la base de cet antagonisme difficilement conciliable que se sont produits les échanges de notes, les interprétations des accords variant suivant la rive du Rhin où elles sont élaborées. Les Américains eux-mêmes sont dans une situation ambiguë, pris qu'ils sont entre les promesses faites à la France après la guerre et leur désir manifeste de favoriser le capitalisme allemand, beaucoup plus dynamique que son rival.

Dans cette affaire, la position des révolutionnaires ne peut faire de doutes : dans le conflit entre les deux bourgeoisies, les travailleurs n'ont rien à voir. Mais pour le prolétariat français, un autre problème est en question : la Sarre est indiscutablement un territoire allemand (Jacques Duclos l'a affirmé dans un discours prononcé en Allemagne) et il faut, si l'on veut être conséquent avec l'internationalisme prolétarien, combattre avec acharnement toutes les tentatives annexionnistes des bourgeois français. C'est le moyen le meilleur pour défendre à la fois les intérêts ouvriers français et allemands. Entendons-nous, il ne s'agit pas de laisser les capitalistes allemands s'enrichir à bon compte, en récupérant leur ancien fief, mais la lutte contre la bourgeoisie allemande est, par priorité, à la responsabilité de la classe ouvrière allemande. Les métallurgistes sarrois ont d'ailleurs montré, au cours de la magnifique grève où ils ont unanimement résisté à la répression patronale, que dans ce combat ils n'étaient pas à l'arrière-garde. Pour le prolétariat français la meilleure aide à leur apporter est de mener une bataille parallèle contre les bourgeois français, qui par delà les divergences occasionnelles, trouveront toujours la voie d'un accord avec leurs complices capitalistes allemands. Pour organiser la lutte commune, il faudrait réaliser l'unité d'action des organisations ouvrières européennes. Cela serait un pas en avant vers une lutte consciente pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Pareille politique implique que les organisations ouvrières françaises se délimitent nettement de tous ceux qui, comme de nombreux sénateurs lors du récent débat, ne s'opposent aux accords de Paris que parce qu'ils craignent de voir sacrifier les intérêts bourgeois français en Sarre. Le Parti Communiste Français n'a malheureusement pas adopté une telle attitude. Il a, c'est certain, accordé une large place dans la propagande à la dénonciation des capitalistes allemands et français, à la défense d'une solution pacifique du problème allemand. Mais dans la pratique, au Parlement notamment, il a constamment soutenu les initiatives des députés bourgeois, fait écho à leurs inquiétudes chauvinistes sur le sort des prérogatives françaises en Sarre. Faut-il des exemples ? On pourrait en citer de nombreuses ; bornons nous aux plus caractéristiques. Constamment, on fait allusion aux intérêts légitimes de la France dans la Sarre et le principal reproche adressé au gouvernement est d'avoir abandonné le droit aux réparations de guerre pour une proie aussi peu sûre : « Un règlement pacifique durable du problème sarrois ... devrait tenir compte du fait que la Sarre est une terre allemande et que la France a des intérêts économiques légitimes. » (Humanité-9 3 55)

« On peut ainsi mesurer aujourd'hui toute la gravité de la trahison commise en 1947, lorsque Bidault abandonna le droit aux réparations pour le « plat de lentilles » de la Sarre » (Yves Moreau - Humanité du 28 février). Mais c'est dans les discussions parlementaires que la vraie portée de cette attitude est apparue. A la commission des Affaires Etrangères Maurice Kriegel-Valrimont, membre du Comité Central, avait, selon l'Humanité, « vivement pris à partie Bidault en lui rappelant qu'il avait aban-

POUR UNE VÉRITABLE CONFÉRENCE OUVRIÈRE EUROPÉENNE

Front unique de classe national et international

Comme cela était prévisible, après l'Assemblée Nationale, le Conseil de la République vient de ratifier les Accords de Paris, et cela malgré les pétitions, les délégations de toutes sortes pour faire « pression » sur la bourgeoisie française qui ne peut ni ne veut par nature être abandonnée par ses alliées de classe d'Amérique, d'Europe et d'ailleurs.

L'ECHEC DE LA POLITIQUE DES DELEGATIONS.

Il est incontestable que la position des dirigeants socialistes au Parlement et dans le pays est injustifiable. Mais la direction du P.C.F. porte aussi une lourde part de responsabilité. C'est en effet sous le signe de l'unité avec tous les bons Français, de l'unité dans le Front National Uni que le combat a été mené. Or, seulement, une politique de classe aurait permis la défaite des plans impérialistes en France. Sans doute les dirigeants du P.C.F. ont parlé à maintes reprises du Front Unique Proletarien. Mais la tactique revient, malgré les dénégations, à un débauchage individuel inefficace des militants socialistes. Le Front ouvrier ne pouvait se réaliser car la politique du P.C.F. qui n'entreprend pas une grande campagne unitaire par des propositions concrètes et répétées aux différents échelons du Parti Socialiste, ne pouvait pas favoriser le développement d'un courant d'unité d'action mettant en difficulté les dirigeants de la S.F.I.O. : propositions pour la défense des revendications, contre la guerre et la répression colonialiste, contre les plans impérialistes en Europe, en spécifiant pour dissiper la méfiance des militants du P.S. qu'il ne s'agissait pas de sortir du Pacte Atlantique et de l'Union Européenne Occidentale, pour entrer dans une autre coalition militaire (cf. le dernier numéro de la « Vérité des Travailleurs »).

Pourquoi, malgré tous les articles de « l'Humanité », le P.C.F. ne s'est-il jamais orienté vers une véritable politique de front unique ouvrier ? Pourquoi le XIII^e Congrès n'a-t-il pas retenu un certain nombre d'amendements qui réclamaient une politique de classe, alors que les dirigeants répétaient à qui mieux mieux que l'unité communiste-socialiste était la condition du rassemblement de toutes les énergies démocratiques et nationales ?

Les dirigeants n'avaient pas en vue principalement, dans cette formulation, les classes moyennes, mais la collaboration d'ailleurs utopique d'une partie de la grande bourgeoisie française, qu'une véritable politique de front unique de la classe ouvrière aurait « détournée de ses bons sentiments ». La direction du P.C.F. l'a bien compris, à défaut de l'exposer aux militants. Elle a sacrifié le Front unique de classe au Front National Uni qui sont incompatibles. Le résultat est désormais connu.

MECONTENTEMENT DANS LE P.C.F.

Mais ces idées ne sont pas seulement les idées des membres du Parti Communiste Internationaliste. Abordées, timidement certes, encore tout récemment par un très petit nombre de militants du P.C.F., ces idées font leur chemin et nul doute qu'il ne sera au pouvoir de personne d'en arrêter la progression chez des militants qui, bien avant ce vote du Conseil de la République et même de l'Assemblée Nationale, considéraient que les pétitions et délégations n'étaient pas un mode d'action approprié.

Qu'aurait-il fallu faire, que faut-il faire maintenant : débrayages, cortèges sur la voie publique ? Ce sont des questions que posent les militants.

A ceux qui pensent que leur Parti ne pouvait pas faire autre chose que ce qu'il a fait, il faut répon-

donné les revendications françaises en Sarre pour des promesses. Et finalement les députés du Parti Communiste votèrent pour la motion Vendroux. Vendroux, beau-frère de de Gaulle, s'était, au cours de tous les débats fait le défenseur de ces fameux intérêts français en Sarre ; et dans sa motion, il demandait que le gouvernement obtienne des Etats-Unis « une déclaration démentant l'interprétation allemande de leurs intentions envers la France en ce qui concerne le règlement de la question sarroise ». Voter cette motion, c'était prêter appui à toutes les tentatives d'annexion du territoire allemand de la Sarre. Malgré toutes les affirmations sur l'internationalisme prolétarien, il faut voir dans cette pratique nuisible un manque de solidarité active avec les travailleurs allemands. On ne peut s'allier à des couches de sa bourgeoisie nationale et trouver en même temps l'alliance des travailleurs des autres pays.

Les militants communistes ne peuvent que noter cette carence. Elle n'est elle-même que le produit de tout la ligne d'union nationale que suit le P.C.F. depuis plusieurs mois. La voie de l'efficacité dans la lutte, la voie du combat commun avec les travailleurs allemands ne peut être trouvée que par l'adoption d'une politique de classe, réalisant, de la base à la direction, le front unique des organisations ouvrières contre les capitalistes, allemands et français.

dre qu'il est vrai que l'on ne « descend » pas comme cela dans la rue, qu'il est vrai que les conditions n'étant pas requises on risque ainsi beaucoup plus de freiner le mouvement que de le développer. Mais les débrayages, les cortèges et d'autres formes d'action auraient été, seraient la CONSEQUENCE NATURELLE d'une véritable politique de Front Unique Ouvrier.

CE QU'IL FAUT FAIRE MAINTENANT.

Les travailleurs de France ont raison d'attacher la plus grande importance, pour mettre en difficulté les plans des impérialistes, à l'action conjuguée des travailleurs de l'Europe Occidentale contre les préparatifs de guerre, et en particulier à l'action conjuguée des prolétaires d'Allemagne et de France.

Le 10 mars, la F.S.M. dont les militants les plus responsables sont membres des Comités centraux de différents partis communistes, a organisé une journée de lutte contre la guerre et le réarmement de la bourgeoisie allemande. Les 22, 23, 24 avril, doit se tenir à Leipzig, à la suite d'un appel de différents militants ouvriers, une « Conférence Ouvrière Européenne ».

Ne peut-on reprocher au P.C.F., à la C.G.T., de n'avoir pas popularisé depuis longtemps déjà l'idée d'une telle conférence ?

Le 9 avril 1954, le Secrétariat International de la IV^e Internationale lançait aux organisations ouvrières un appel pour qu'elles agissent en ce sens. Mais à cette époque, le P.C.F. n'était préoccupé que de l'unité avec MM. Palewski, Deloré et autres, qui sont des ennemis du peuple allemand et qui ne cherchent qu'à participer à la coalition occidentale et européenne au mieux des intérêts de la bourgeoisie française. L'idée seule d'une conférence où les travailleurs allemands et français unis contre leurs exploités se seraient retrouvés aurait pu les indisposer ! Indisposés ou pas, le résultat est là.

Quoi qu'il en soit, nous saluons ici l'initiative prise par les militants de la Région du Nord de lancer ce mot d'ordre et nous pensons que tous les militants ouvriers doivent le soutenir. Mais comment réaliser une véritable conférence ouvrière européenne ?

A l'occasion de la journée du 10 mars, des quarante-quatre travailleurs allemands en France, indique « l'Humanité ».

Ces travailleurs furent plutôt désignés qu'élus. Les travailleurs français se sont rendus en Allemagne et dans leurs entreprises ; il ne s'agit donc pas d'un véritable contact entre les deux classes ouvrières. Le contact avec les travailleurs allemands de l'Ouest est beaucoup plus difficile qu'avec les travailleurs allemands de l'Est. En effet, le P.C.F. et la C.G.T. affiliée à la F.S.M. sont les directions majoritaires de la classe ouvrière française, les ouvriers allemands suivent le Parti Social-Démocrate et des syndicats affiliés au C.I.S.L. Il faut ajouter qu'il existe en Allemagne de l'Ouest une méfiance très certaine envers la F.S.M. et les partis communistes.

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'il s'agit de réaliser le Front de classe à l'échelle internationale, entre des travailleurs qui suivent des organisations différentes.

Bien que le Comité préparatoire se soit adressé aux autres organisations syndicales dans le communiqué du 23 mars, signé par un C.G.T., un F.O. et un C.F.T.C., il est à craindre que la conférence se compose de très peu de militants F.O. ne représentant d'ailleurs pas leur entreprise, leur syndicat. La réalisation du Front unique international suppose une politique unitaire à l'échelon national non seulement de la part de la C.G.T., mais surtout de la part du P.C.F.

Actuellement, il est utopique de croire qu'une « Conférence ouvrière européenne » convoquée par quelques militants à titre individuel détachera la classe ouvrière allemande de sa direction syndicale et politique. Si la rencontre de Leipzig est loin d'être négligeable, le Front ouvrier européen ne deviendra une réalité que dans la mesure où progressera, se réalisera le Front ouvrier, particulièrement en France, c'est-à-dire dans la mesure où le P.C.F. et la C.G.T. s'orienteront vers une véritable politique de front unique dont ce journal rappelle à chaque numéro les modalités présentes.

R. MERLIN.

OU EN EST L'AFFAIRE LECŒUR ?

Le Figaro du 23 mars publie la copie d'une lettre de Lecœur au B.P. Le document paraît authentique ; d'ailleurs Lecœur n'a pas démenti ce texte.

Si on en croit le journal bourgeois, des militants du Pas-de-Calais ont eu en mains un dossier contenant un échange de correspondance entre Lecœur et le B.P. C'est ce dossier qui serait parvenu au Figaro. Le chemin est aisé à deviner : police. La lettre publiée a été choisie ; elle n'apprend rien, mais cherche à accentuer le caractère mystérieux de l'affaire.

Les hommes de la bourgeoisie font leur travail. Mais si la police est renseignée dans le détail, les membres du P.C. ignorent ce qui s'est passé dans la direction de leur parti.

Il ne s'agit pas d'une question de personne, mais d'un système de direction qui échappe complètement au contrôle des militants. Ils ne peuvent contrôler ni les dirigeants ni la politique de leur parti. Ils sont dirigés dans la nuit.

LE PEUPLE VIETNAMIEN DOIT POUVOIR COMPTER SUR NOUS

De mois en mois, le Viet-Nam occupera avec plus d'éclat l'avant plan de la scène internationale. Le mois prochain Haiphong et les dernières parcelles du Nord doivent être évacués par le corps expéditionnaire français. Au mois de Juillet, les gouvernements du Nord et Sud doivent se rencontrer en vue d'organiser les élections générales qui doivent conduire à l'unification du pays.

La partie qui se joue actuellement à Saigon est grosse de conséquences. Le régime des marionnettes de l'impérialisme s'y discrédite chaque jour un peu plus, faisant la démonstration de sa corruption, de sa soumission à l'impérialisme étranger et son incapacité à libérer le Vietnam et à le dégager du Chaos.

Derrière le conflit entre les sectes et Diem on sent percer la tension entre les intérêts américains et français. Le dollar est devenu souverain à Saigon au lendemain de Genève. Le budget de l'Etat de Diem et son armée nationale sont presque entièrement à charge des Etats-Unis. Les intérêts commerciaux français ont subi un rude coup. C'est le prix de l'américanisation du conflit à dater de 1950, que l'on tentait de camoufler sous le terme plus décent « d'internationalisation ».

Ngo Dinh Diem a été imposé par les Etats-Unis aux autorités françaises. Il est dépourvu de toute base en Cochinchine où règnent, chacune dans leurs régions délimitées, les sectes politico-religieuses qui pillent le pays. Ces sectes n'entendent évidemment pas renoncer à leurs prérogatives et mettent à profit la discordance politique et la dualité qui règne entre les généraux français et américains.

La partie est très serrée et on n'en sortira pas aisément. Diem n'a pas les moyens militaires d'écraser les sectes avec une armée qui est d'une fidélité plus que douteuse.

D'aucun côté on n'a pas, non plus intérêt à pousser les choses jusqu'au bout. Le Chaos a infiniment de chances de se prolonger indéfiniment et ce n'est que la force révolutionnaire du peuple vietnamien qui sera capable d'y mettre bon ordre.

Le danger le plus redoutable c'est que la division du pays s'éternise. Tel est évidemment le but de Diem, comme celui des sectes du reste, appuyé en cela par l'impérialisme américain. La haute diplomatie atlantique s'emploie à rechercher activement les moyens de contourner les clauses des accords de Genève et une rencontre des Grands est prévue à cet effet dans le courant de ce mois.

Il ne fait pas de doute que ce n'est qu'au prix d'une lutte opiniâtre que le glorieux peuple vietnamien pourra arracher son unité, condition de son indépendance et de sa liberté véritable. Mais il aura les plus grandes difficultés à y parvenir s'il ne bénéficie pas en temps voulu de l'action énergique, du prolétariat international et, singulièrement de la classe ouvrière française qui a à s'acquitter d'une énorme dette à son égard.

PERMANENCE

64, Rue de Richelieu,
PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite
Métro : Bourse

Semaine, de 17 h. 30 à 19 h. 30
le samedi, toute l'après-midi

A BAS L'ETAT D'URGENCE EN ALGERIE !

Le prolétariat algérien et le prolétariat français mènent le même combat

La première constatation de M. SOUSTELLE à son arrivée en Algérie c'est qu'il ne s'y trouvait pas assez de gendarmes. C'est un programme qui se passe de tout commentaire.

L'application de « l'Etat d'urgence » en Algérie n'est pas autre chose que la légalisation de tous les crimes, de toutes les exactions qui furent déjà commises et qui pourront maintenant s'épanouir sans encombre. Des régions entières vont se trouver couper du monde extérieur, soumises à la botte militaire. C'est la reconquête de l'Aurès et de la Kabylie qui se prépare. Qu'à longue échéance cette reconquête ne mène pas à des résultats plus brillants que ceux qui ont été récoltés au Vietnam, cela n'est pas douteux. Mais les crimes, les massacres, les ruines vont encore s'annoncer.

Il est certes dérisoire de refuser au peuple algérien le plus proche du monde occidental, ce que tant et tant de peuples anciennement soumis au joug colonial ont atteint depuis la dernière guerre mondiale. En ce domaine on ne ruse pas avec l'histoire qui finit toujours par se venger féroce. Ce n'est pas au peuple algérien de faire les frais de la déchéance irrémédiable du capitalisme français.

Le prolétariat français conserve encore toute sa puissance, tout son potentiel de combat. Le sort qui est fait au peuple algérien l'attend demain si on laisse faire passivement, si l'on n'arrête pas la main criminelle de l'impérialisme.

Tous les groupements colonialistes se fixent en même temps pour but de mettre au pas la classe

ouvrière française, de briser ses organisations. Le dernier exemple nous est fourni par cette association des anciens du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient qui vient de proclamer dans son congrès « qu'elle est décidée à ne plus tolérer de nouveaux abandons des positions et prérogatives de la France dans ses territoires d'outre-mer » et qui décide en même temps la création « d'un service d'ordre destiné à appuyer son action morale ».

Tant il est vrai que c'est un seul front de combat qui englobe le peuple algérien et la classe ouvrière française. Il n'y a pas de meilleur moyen de briser net les plans de la réaction et de passer à la contre-offensive qu'en engageant la lutte de toutes les forces ouvrières contre la sale guerre d'Algérie.

EN TUNISIE

Les négociations interrompues par la chute de Mendès ont été reprises sans enthousiasme ni grande conviction parce qu'il le fallait bien. Elles n'ont marqué aucun progrès et se déroulent dans un climat difficile. Les négociateurs français, plus sensibles que jamais aux exigences des gros colons, raï-dissent leurs positions et remettent en question des points qui avaient déjà été acquis. Les illusions qu'avait fait naître l'avènement de Mendès parmi les dirigeants du Néo-Destour se sont largement dissipées.

La délégation tunisienne a souligné la situation paradoxale autant qu'inadmissible créée par l'éloignement persistant de Bourguiba et de Ben Youssef en exil; elle a protesté également contre certaines opérations policières dans la région de Tunis.

En fait, les négociations se poursuivent surtout parce que l'on refuse d'envisager de part et d'autre les suites terribles qu'entraînerait une rupture. Mais nul ne saurait plus s'abandonner à l'espoir chimérique de voir se dégager finalement de ces pourparlers un règlement tant soit peu viable et solide garantissant l'avenir et prévenant une nouvelle tension, un nouveau conflit dépassant en ampleur les combats précédents.

Le dispositif policier et militaire français reste sur le qui-vive, prêt à frapper de nouveaux coups.

Le fait important que l'on ne doit pas perdre de vue c'est l'énorme progrès accompli à travers cette expérience par le mouvement de masse tunisien. De nouveaux cadres, de nouveaux dirigeants se forment, possédant une plus claire vision du combat à mener et des perspectives.

AU MAROC

Des équipes de gangsters, auxiliaires de la police et hommes à tout faire de la grosse colonisation, font la loi à Casablanca. Le système n'est pas nouveau. Il s'apparente au mécanisme de la Gestapo avec les équipes Bony-Lafont et autres, qui alliaient les pires crimes avec des affaires de gros rapport.

Les organisations et auteurs des attentats qui ont été commis sont connus nominativement tout comme le sont les assassins de Ferhat Hached. Un policier « honnête », Forestier, qui avait des attaches

Le Dossier Algérien

III

La population algérienne s'accroît au rythme vertigineux de plus de 2,5 % par an, soit une augmentation de près de 250.000 habitants par année.

Il n'existe aucun moyen de faire face à ce problème de vaste envergure en dehors du changement radical de la structure économique et sociale de l'Algérie et, partant, du régime politique qui l'enserme et l'étouffe. Le maintien du régime colonial qui signifie le pillage pur et simple des richesses nationales, l'arbitraire et l'oppression brutale interdit toute solution des problèmes cruciaux du pays et condamne la jeunesse, particulièrement nombreuse, à la famine et à la mort lente.

Déjà il y a en Algérie pour 10 millions d'habitants, autant de tuberculeux qu'en France pour 40 millions.

Le personnel médical y est ridiculement bas : 1.735 médecins, 430 dentistes, 550 sage-femmes, 606 pharmacies. Encore ce personnel est-il concentré pour les 2/3 dans les trois grandes villes.

Dès sa plus tendre jeunesse, l'Algérien se trouve rejeté à la rue : sur 2.500.000 enfants d'âge scolaire, plus de deux millions ne trouvent pas de place à l'école.

Le régime colonial se trouve illustré avec éclat dans le tableau du commerce extérieur :

Si le tonnage des exportations de l'Algérie est toujours très supérieur au tonnage de ses importations, par contre, en valeur, l'Algérie se trouve toujours fortement en déficit.

Ceci, parce que l'Algérie exporte exclusivement des matières premières et des produits à bon marché, alors qu'elle importe essentiellement des produits manufacturés coûteux : le prix moyen de la tonne exportée d'Algérie s'élève à 20.686 francs, tandis que le prix moyen de la tonne importée se monte à 76.172 francs.

L'Algérie ne doit pas compter sur la France pour œuvrer sérieusement à son industrialisation, c'est « La Vie Française » du 9-4-54 qui l'avoue en toute honnêteté : « Il est certain qu'une grande partie de l'industrie métropolitaine considère l'Algérie comme un marché réservé; elle ne désire guère voir s'y développer un équipement qui la priverait de sérieux débouchés. »

L'absence d'un terrain de rencontre à mi-chemin, de solutions intermédiaires dites raisonnables, de compromis plus ou moins bien taillés ou même simplement de dialogues autres qu'à coups de mitrailleuse n'a pas d'autre origine que ces contradictions aiguës et inconciliables.

avec le journal « libéral » Maroc-Presse, a fourni aux autorités le détail de l'organisation du contre-terrorisme avec toutes les indications de lieux et noms voulus. Il indiqua en particulier qui étaient les assassins de Abderraman Slaoui, de Faïeb et Abderraman Sebti, de Tahar Sebti, toutes personnalités en renom de la bourgeoisie marocaine exécutées fin 1954 et début 55.

On retrouva dernièrement Forestier sur une route, mort « accidentellement ».

Aucune tentative ne prend forme pour rechercher un règlement quelconque de la situation marocaine.

Le grand événement positif c'est la création de l'Union Marocaine du Travail, nouvelle centrale syndicale nationale. Le fait que cette création a été patronnée par le C.I.S.L. et les syndicats américains n'enlève rien à son caractère infiniment progressif. On ne saurait reprocher aux syndicalistes marocains d'utiliser les appareils qui peuvent être utiles à leur cause. Ni F.O. ni la

C.G.T. qui possèdent leurs sections au Maroc n'ont accueilli l'événement avec grâce.

Il est pourtant incontestable que le développement d'un grand mouvement syndical marocain digne de ce nom devait passer inéluctablement par la fondation d'une centrale nationale indépendante, seule capable d'entraîner et d'organiser les plus larges masses marocaines et de contribuer à leur émancipation.

La formation de l'Union Marocaine du Travail aura en même temps les plus heureux effets sur l'évolution du mouvement national marocain qui est en voie de subir une transformation radicale qui influera grandement sur les luttes à venir.

L'Union Marocaine du Travail doit bénéficier d'un soutien complet sans réticence, d'une solidarité entière du prolétariat français. Il faut imposer sa légalisation et son fonctionnement sans obstacles. Il faut favoriser son développement.

LA publication par le gouvernement américain d'un compte-rendu de la Conférence de Yalta tenue il y dix ans a été l'objet de nombreux commentaires de presse, et il est probable que l'affaire fera du bruit encore pendant longtemps.

Deux questions se posent : les documents publiés sont-ils exacts ? pourquoi ont-ils été ainsi livrés au public ?

Indépendamment des accords officiels, les documents publiés sont des notes prises par des secrétaires, des traducteurs, des hauts diplomates et des officiers supérieurs, qui reflètent aussi exactement que de telles notes peuvent le faire ce qui a été dit et décidé ainsi que l'atmosphère de la conférence. S'il y a des lacunes n'est qu'on y trouve peu de choses sur ce qui a pu se dire encore plus intimement, soit au sein même de la délégation américaine (par hasard, le State Department n'a pratiquement rien retrouvé à ce sujet), soit dans les conversations à deux dans lesquelles on tait le terrain avant de lancer certaines propositions. Autrement dit, ce qui a été publié est plutôt en dessous de la réalité, ce qui n'est pas peu dire. Ajoutons encore un mot : on est surpris de voir la façon dont le State Department fait prendre des notes pour une Conférence d'une telle importance. On opère mieux et plus soigneusement dans les congrès d'organisations ouvrières même les plus petites.

En ce qui concerne les raisons qui ont dicté cette publication à présent, la presse mondiale en a donné diverses, les unes d'ordre international (pour bloquer la possibilité de nouvelles conférences du même ordre), les autres d'ordre national (pour favoriser la propagande du parti républicain). Il est très probable que diverses raisons se sont combinées. Tout ce qu'on sait de la machine de Washington montre que, malgré sa puissance, elle est loin d'être parfaitement rodée, que des groupes de pressions, des cliques, des individus parfois, passent outre à toutes considérations assez générales pour le profit d'intérêts très particuliers. Le développement politique de ce pays, de sa classe dirigeante même, n'a pas suivi son développement industriel et économique. Les vieilles équipes dirigeantes d'Europe si rouées cachent fort mal leur inquiétude de voir une telle accumulation de puissance susceptible d'être mise en branle par des clans « irresponsables ».

Mais, quelles que puissent être les raisons qui ont entraîné la décision du State Department, la publication de ce compte-rendu a rendu un grand service contre ceux qui l'ont prise. On n'a vraiment pas souvent l'occasion de saluer une action de Washington qui rende service aux masses. Le mot d'ordre des bolcheviks de 1917 — pas celui des gouvernants soviétiques de l'école stalinienne — contre toute diplomatie secrète y trouve une justification des plus remarquables.

Car, lorsque ces « grands » se sont réunis, en dehors de tout contrôle des masses, en dehors même de la présence des petites nations, alors il ne fut plus question de « charte » de l'Atlantique ou du Pacifique, de « charte des nations unies », des « quatre libertés » et autres attrape-nigauds, avec lesquels on bourrait et on bourre le crâne de millions et de millions d'hommes. Chacun avait laissé cela de côté, sauf à certains moments où l'euphorie créée par de bonnes ripailles et de copieuses libations les engageaient à faire preuve d'esprit (?).

C'est surtout cet aspect cynique des choses que révèle le compte-rendu publié par le gouvernement américain. La plupart des décisions qui furent prises à Yalta étaient connues depuis longtemps, mais ce sont les conditions dans lesquelles elles furent prises qui n'étaient pas connues, car aucun des livres, des mémoires déjà parus dans lesquels on trouvait des renseignements sur ces grandes conférences de la guerre 1939-45 n'avait brossé un tel tableau.

L'affaire apparaît d'autant plus en relief que le compte rendu comporte, au point de vue des sujets traités, deux matières distinctes : les questions militaires proprement dites et les questions politiques générales.

Sur le plan des questions militaires, on est arrivé près de la fin de la guerre, la victoire est déjà proche, il n'existe plus à proprement parler de décisions politiques à prendre dans ce domaine. L'affaire est laissée aux états-majors qui opèrent sobrement : une offensive ici, des bombardements là, une rencontre ailleurs, etc.. Ces généraux et colonels se mettent rapidement d'accord, avec semble-t-il beaucoup d'efficacité. On voit qu'ils ont acquis un métier au cours des années précédentes et qu'ils disposent d'une supériorité désormais écrasante, ce qui leur facilite considérablement la besogne. Les « grands », c'est-à-dire Roosevelt, Churchill et Staline, se bornent à les écouter et à acquiescer.

Mais, quand on passe au domaine politique, aux questions de la préparation de la fin de la guerre et de l'après-guerre, le tableau change. Les marchandages sont serrés, chacun d'eux ayant des objectifs qui ne seront nullement réalisés au cours des dix dernières années. Fort heureusement !

Dépecer l'Allemagne.

C'EST la question de l'Allemagne qui les occupe énormément. Ils sont alors tous d'accord pour démembrer l'Allemagne. Selon Churchill, ce n'est pas une question à discuter avec les Allemands. Roosevelt invoque ses souvenirs d'un voyage en Allemagne quarante ans auparavant pour dire qu'alors il y avait une

LA BREVE IVRESSE DES "GRA

certaine autonomie des divers pays (Bavière, Wurtemberg...). Le seul point sur lequel des désaccords se manifestent, c'est en combien de morceaux ils partageront l'Allemagne : deux, sept, ou... S'ils ne prennent pas une décision, c'est que la diplomatie anglaise demande à y penser un peu. Nous traitons du sort de 80 millions de gens, déclare Churchill, et cela demande plus de 80 minutes de réflexion.

Ils s'occupent évidemment de préparer l'occupation de l'Allemagne. Roosevelt ne pense pas que les troupes américaines pourront rester plus de 2 ans en Europe. Aussi, pour que la Grande-Bretagne ne porte pas seule le fardeau de l'occupation, Churchill veut-il donner une zone à la France, un « biscuit » dira-t-il à un moment, en faisant valoir que les Français en ont l'habitude et qu'ils ne seront pas doux.

Staline insiste sur la question des réparations. Maisky présente un plan fantastique : enlever en 2 ans l'outillage allemand pour réduire l'industrie lourde de 80 % et exiger des paiements annuels pendant 10 ans pour payer les frais de la guerre. Sur ce point, Churchill invoque la guerre de 1914-18 et doute que cela soit pratiquement possible. Roosevelt déclare que les Américains ne prêteront plus de l'argent aux Allemands comme après l'autre guerre, il veut réduire le niveau de vie des Allemands à celui des Russes. Staline lui dit que, si les Etats-Unis n'ont peut-être pas besoin de machines-outils, ils pourraient avoir besoin de matières premières qu'ils pourraient recevoir en réparation des Allemands.

La question polonaise.

LA plus importante discussion de Yalta porta sur la Pologne. Sur quelques points, les difficultés entre ces Messieurs n'étaient pas grandes. Par exemple, ils étaient à peu près d'accord sur le tracé de la frontière orientale de la Pologne (la ligne Curzon), et par suite ils étaient tous d'accord pour pousser la Pologne vers l'Ouest en lui accordant un gros morceau de l'Allemagne. Churchill exprime son opinion et celle de Roosevelt en déclarant qu'il est plus intéressé à « la souveraineté et à l'indépendance » de la Pologne qu'à ses frontières. Il faut transférer quelques millions d'Allemands pour faire place à des Polonais ? Qu'à cela ne tienne ! Il y a plusieurs millions de morts au cours de la guerre, cela simplifiera les choses, c'est seulement une question de capacité matérielle à déplacer des gens.

La vraie difficulté, c'est, sous ces mots « souveraineté », « indépendance », que tous emploient, la fabrication d'un gouvernement polonais, par ces « grands », bien entendu, et les Polonais n'auront qu'à l'accepter dans les formes voulues.

Au moment où s'est ouverte la Conférence de Yalta, les Américains et les Anglais reconnaissent un gouvernement émigré à Londres (qui disposait d'ailleurs de l'encaisse de la Banque nationale), tandis que le gouvernement soviétique avait fait installer à la suite de l'entrée des armées soviétiques sur le sol polonais un autre gouvernement. Terminer la Conférence sans un accord, c'eût été le début d'une rupture qui aurait pu être grosse de conséquences. Elle ne tardera pas à se produire, mais la guerre sera déjà terminée. A Yalta, c'était encore la guerre et les Russes avaient l'avantage d'occuper le terrain, ce qui était déterminant. Rien n'est plus ridicule que de présenter Churchill et Roosevelt comme deux braves hommes qui auraient été trompés par un forban. Ils étaient tous trois aussi cyniques. Churchill et Roosevelt pensaient, avec raison, que Staline n'avait pas l'intention de bouleverser la structure sociale de la Pologne. Pour avoir les mains libres ailleurs, ils ne désiraient pas s'embarrasser du prétendu gouvernement polonais de Londres, sur lequel Churchill dit pis que pendre et Roosevelt qu'il ne le connaît pas, et n'a guère envie de le connaître. Il leur fallait seulement sauver les apparences auprès de cercles déterminés dans leur pays.

La nature du marchandage est à peine voilée. On sait que Yalta s'est tenu quelques mois après une rencontre Staline-Churchill à Moscou où ils se sont partagés les pays de l'Europe orientale en deux zones d'influence. Churchill a raconté l'affaire dans ses mémoires : il avait écrit sur un bout de papier les noms des divers pays et, en face, un pourcentage pour traduire la part respective de l'un et de l'autre ; après avoir lu le papier, Staline le signa d'un coup de crayon. Quand on se souvient de cela, une partie du compte-rendu de Yalta acquiert toute sa signification et une dôte de savor. Au cours de la discussion sur la Pologne, à un moment où le jeu est serré et avant une interruption de séance, Staline exprime son désir de savoir ce qui s'est passé en Grèce. Churchill répond qu'il est « très obligé envers Staline de ne pas avoir pris trop d'intérêt aux affaires grecques » et l'invite à y envoyer un observateur. Et Staline réplique qu'il avait complète confiance dans la politique britannique en Grèce. Quand la séance reprendra, on s'entendra très vite sur la Pologne.

Accord sur l'Extrême-Orient.

CHACUN de ces « grands » invoque le moment venu, son « opinion publique » pour avoir quelques avantages. Ce fut le cas des Américains et des Anglais pour la Pologne, ce sera le cas de Staline au sujet de l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. contre le Japon. Le peuple russe ne comprendrait pas pourquoi nous ferions la guerre à ce pays contre lequel nous n'avons rien. Mais si vous me donnez une partie de Sakhaline, les Kouriles... alors nous lui ferons comprendre.

La guerre contre le Japon soulève aussi la question de la Chine. Les Américains s'efforcent de créer un accord entre Tchan Kai Chek et les communistes chinois. Non seulement Staline appuie cette politique, mais Molotov et lui, expriment une opinion peu flatteuse des communistes chinois. La politique de Staline pour la Chine est simple : a) une certaine réforme du Kuomintang, car il y a des personnes très bien dans cette organisation qui ne sont pas employées, et b) il est pour un front unique Kuomintang-P.C. chinois contre les Japonais, front unique dont TCHANG KAI CHEK DEVAIT ASSUMER LA DIRECTION. Ce sont les paysans chinois révoltés qui ont déjoué cette politique funeste.

Grandes et petites nations.

UNE question qui occupa aussi largement l'ordre du jour fut la création des Nations Unies. Roosevelt, « l'ange de la paix », déclare qu'il n'est pas si optimiste pour croire à la paix éternelle, mais il pensait que 50 années de paix étaient possibles et faisables.

Sur la question des Nations Unies, Staline rappelle l'expulsion de l'U.R.S.S. de la Société des Nations en 1939 lors de la guerre de Finlande. Aussi ne voulant pas qu'une telle mésaventure se répète, il réclame un droit de veto des grandes puissances et l'obligation pour les petites puissances de se taire sur la politique des grands pays.

Il serait ridicule, dit-il, que l'Albanie ait une voix égale à celle des trois grandes puissances qui avaient gagné la guerre... Quelques uns des pays libérés... se moquaient des grandes puissances parce qu'elles ne prenaient pas en considération les droits de ces petites puissances... Il était prêt en accord avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne à protéger les droits des petits pays mais n'accepterait jamais qu'une action quelconque d'une quelconque des grandes puissances soit soumise au jugement des petits pays.

Churchill, plus expérimenté en la matière, déclare que « l'aigle doit permettre aux petits oiseaux de chanter sans s'inquiéter de ce qu'ils chantent ». Mais ce même Churchill dès qu'il a flairé que Roosevelt, qui cherche à s'entendre tantôt avec lui contre Staline, tantôt avec Staline contre lui, a proposé à Staline de mettre en tutelle un certain nombre de colonies, explose. Il n'est pas d'accord avec un seul mot du rapport sur les tutelles. En aucune circonstance il ne consentira que 40 ou 50 nations mettent leurs doigts dans ce qui est vital pour l'Empire britannique. Aussi longtemps qu'il sera ministre, il ne cèdera pas un bout de son héritage. La Charte de l'Atlantique ne s'applique pas à l'Empire britannique.

Et voici la façon churchillienne de concevoir les Nations : La Grande-Bretagne ne serait pas invitée à rendre Hong-Kong à moins qu'elle estimerait devoir le faire, mais la Chine aurait le droit de parler... Les mêmes considérations s'appliqueraient à l'Egypte si ce pays se plaignait en ce qui concerne le canal de Suez...

Heureusement, les peuples opprimés ne se bornent pas au « droit de parler » pour faire valoir leurs revendications.

Ivres de puissance.

NOUS laisserons de côté quelques perles. Roosevelt se déclare sioniste. Churchill est fier de la démocratie de Westminster. Staline déclare que l'expérience d'un seul parti est très commode et que le Labour Party ne réussirait pas à former un

Cette année, comme chaque année au mois de mai, les militants et les sympathisants des IV^e Internationales

MOIS DE L'INTERNATIONALE

Cette année, comme chaque année, vous ferez vivre et triompherez

LA IV^e INTERNATIONALE

Chaque lecteur de LA VERITE DES TRAVAILLEURS peut participer à l'œuvre exaltante de la conclusion socialiste en souscrivant au MOIS DE L'INTERNATIONALE

Adressez votre soutien au C.C.P. en spécifiant

ESSE DES "GRANDS" A YALTA

Accord sur l'Extrême-Orient.

CHACUN de ces « grands » invoque le moment venu, son « opinion publique » pour avoir quelques avantages. Ce fut le cas des Américains et des Anglais pour la Pologne, ce sera le cas de Staline au sujet de l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. contre le Japon. Le peuple russe ne comprendrait pas pourquoi nous ferions la guerre à ce pays contre lequel nous n'avons rien. Mais si vous me donnez une partie de Sakhaline, les Kouriles, alors nous lui ferons comprendre.

La guerre contre le Japon soulève aussi la question de la Chine. Les Américains s'efforcent de créer un accord entre Tchan Kai Chek et les communistes chinois. Non seulement Staline appuie cette politique, mais Molotov et lui, expriment une opinion peu flatteuse des communistes chinois. La politique de Staline pour la Chine est simple : a) une certaine réforme du Kuomintang, car il y a des personnes très bien dans cette organisation qui ne sont pas employées, et b) il est pour un front unique Kuomintang-P.C. chinois contre les Japonais, front unique dont TCHANG KAI CHEK DEVAIT ASSUMER LA DIRECTION. Ce sont les paysans chinois révoltés qui ont déjoué cette politique funeste.

Grandes et petites nations.

UNE question qui occupa aussi largement l'ordre du jour fut la création des Nations Unies. Roosevelt, « l'ange de la paix », déclare qu'il n'est pas si optimiste pour croire à la paix éternelle, mais il pensait que 50 années de paix étaient possibles et faisables.

Sur la question des Nations Unies, Staline rappelle l'expulsion de l'U.R.S.S. de la Société des Nations en 1939 lors de la guerre de Finlande. Aussi ne voulant pas qu'une telle mésaventure se répète, il réclame un droit de veto des grandes puissances et l'obligation pour les petites puissances de se taire sur la politique des grands pays.

Il serait ridicule, dit-il, que l'Albanie ait une voix égale à celle des trois grandes puissances qui avaient gagné la guerre... Quelques-uns des pays libérés... se moquaient des grandes puissances parce qu'elles ne prenaient pas en considération les droits de ces petites puissances... Il était prêt en accord avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne à protéger les droits des petits pays mais n'accepterait jamais qu'une action quelconque d'une quelconque des grandes puissances soit soumise au jugement des petits pays.

Churchill, plus expérimenté en la matière, déclare que « l'aigle doit permettre aux petits oiseaux de chanter sans s'inquiéter de ce qu'ils chantent ». Mais ce même Churchill dès qu'il a flairé que Roosevelt, qui cherche à s'entendre tantôt avec lui contre Staline, tantôt avec Staline contre lui, a proposé à Staline de mettre en tutelle un certain nombre de colonies, explose ! Il n'est pas d'accord avec un seul mot du rapport sur les tutelles. En aucune circonstance il ne consentira que 40 ou 50 nations mettent leurs doigts dans ce qui est vital pour l'Empire britannique. Aussi longtemps qu'il sera ministre, il ne cédera pas un bout de son héritage. La Charte de l'Atlantique ne s'applique pas à l'Empire britannique.

Et voici la façon churchillienne de concevoir les Nations : La Grande-Bretagne ne serait pas invitée à rendre Hong-Kong à moins qu'elle estimerait devoir le faire, mais la Chine aurait le droit de parler... Les mêmes considérations s'appliqueraient à l'Egypte si ce pays se plaignait en ce qui concerne le canal de Suez...

Heureusement, les peuples opprimés ne se bornent pas au « droit de parler » pour faire valoir leurs revendications.

Ivres de puissance.

NOUS laisserons de côté quelques perles. Roosevelt se déclare sioniste. Churchill est fier de la démocratie de Westminster. Staline déclare que l'expérience d'un seul parti est très commode et que le Labour Party ne réussirait pas à former un

gouvernement en Angleterre. Et les toasts qui succèdent aux toasts. On boit à l'exécution de 50.000 officiers de l'armée allemande. On atteint le chiffre de 45 toasts.

Mais ce ne sont pas tellement les libations nombreuses qui sont montées à la tête de ces « grands ». Ils sont en réalité ivres de la puissance qu'ils ont acquise au cours des années de guerre, et du sang qu'ils font verser. Ils ont pu mobiliser des dizaines de millions d'hommes, ils ont pu décider d'en envoyer des centaines de milliers et même des millions d'un bout à l'autre du monde. Ils décident des bombardements, des offensives..., tout se met si simplement sur le papier. Ils croient que désormais tout leur est possible, qu'il leur sera aisé, à condition qu'ils s'entendent, de maintenir « l'ordre »... le mot est explicitement prononcé dans une déclaration officielle pour les pays européens « libérés ». Ils seront trois compères qui vont pouvoir mener le monde à leur guise. Trois aigles devant lesquels les petits oiseaux pourront chanter à condition qu'ils ne se mettent pas sur leur chemin. Les peuples coloniaux continueront à être colonisés comme par le passé. L'ordre capitaliste sera rétabli en Europe. La bureaucratie moscovite se paiera en Allemagne et se trouve enfin parvenue au niveau des vieilles bourgeoisies. Tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes (1).

Bousculés par le soulèvement des masses.

Yalta, la fin de la guerre approche. Les impérialistes américains et anglais se voient désormais débarrassés du concurrent allemand qui, par deux fois en 30 ans, s'est montré un sérieux candidat à l'hégémonie mondiale. La bureaucratie soviétique se voit sortie d'une épreuve terrible. La révolte va gronder dans le monde ; mais elle la craint ; elle est fort loin de cette diplomatie soviétique de Brest-Litovsk quand Trotsky, au nom d'un pays vaincu, refusait la moindre collaboration avec les diplomates ennemis et insufflait aux travailleurs du monde entier l'esprit de lutte contre le capitalisme. La bureaucratie soviétique n'a qu'un souci : trouver un accord avec les capitalistes avec lesquels elle est alliée. Elle leur assurera l'ordre social, le freinage, la trahison et l'écrasement des soulèvements de masse, en échange de la « coexistence pacifique ». Tels étaient les buts de guerre, et les hommes qui représentaient l'impérialisme et la bureaucratie soviétique avaient toute la grossièreté, toute la vulgarité de leur objectifs et leurs perspectives.

Il est vrai qu'il y avait entre eux de la méfiance qui n'était pas seulement celle de gredins qui se partagent un butin. Ils étaient les porte-parole d'Etats à systèmes sociaux différents, et derrière eux se trouvaient des forces — qu'aucun d'eux n'allait plus pouvoir maîtriser —. Tout leur système de partage d'influence allait s'effondrer. Ils n'allaient plus pouvoir charger des généraux et des colonels de faire des plans pour envoyer des millions d'hommes dans toutes sortes de directions. Les peuples allaient se soulever avec une force qui s'avère irrésistible.

Utiliser ces révélations, exposer ces infâmes négociations, c'est à la fois expliquer aux masses les dessous de toute la politique de la « libération », le « produire d'abord », le rétablissement de l'Etat et de l'économie capitalistes, l'abandon des partisans grecs, toutes les carences et trahisons des directions inféodées au Kremlin, marchant alors bras dessus bras dessous avec les directions réformatrices. C'est aussi donner aux masses un stimulant pour se dresser contre le statu quo, pour combattre avec une vigueur renforcée, contre le capitalisme en décomposition et éliminer la bureaucratie spoliatrice et ses serviteurs.

Pierre FRANK.

(1) La presse française a manifesté son indignation des révélations sur Yalta. Mais qu'on ne s'y trompe pas ! Au même moment, elle insistait sur la ratification des accords de Paris pour que la chaise de la France ne soit pas vide, comme l'en menaçait Churchill. Ce que nos patriotes regrettaient à propos de Yalta, c'est qu'ils n'aient pu y être et qu'ils n'aient pas pu se conduire à la façon de ces Messieurs du club des trois ou cinq millions de soldats.

Notre Internationale

ALLEMAGNE

CONGRES DE LA SECTION ALLEMANDE DE LA IV^e INTERNATIONALE

La section allemande de la IV^e Internationale a tenu son Congrès National.

Y ont participé 26 camarades représentant des groupes de 9 villes différentes. Etaient excusés les camarades de Berlin qui n'avaient pu venir pour des raisons matérielles et qui avaient, dans une lettre, exprimé leur accord avec les résolutions proposées.

Sur les présents 10 étaient membres de notre mouvement avant le 3^e Congrès Mondial. Parmi eux, 5 appartenaient déjà avant la guerre à notre mouvement, 3 d'entre eux étaient membres du mouvement trotskiste avant 1933. Deux de ces camarades avaient assisté à la Conférence de Copenhague qui s'était tenue avec la participation de Léon Trotsky et avait fait d'importants témoignages au contre-procès de la Commission Dewey contre les procès de Moscou. 3 des camarades présents avaient milité antérieurement dans d'autres sections de notre mouvement.

Le Congrès a adressé son salut fraternel au camarade Hippe qui purge actuellement en Allemagne Orientale une peine de 25 années de prison, en raison de sa fidélité inébranlable au trotskisme.

Le congrès fut salué par les représentants du Secrétariat International et des sections française, autrichienne et italienne présents qui ont tenu à souligner l'importance de la lutte du prolétariat allemand et par suite, l'importance de l'action de notre Section pour le développement de la révolution en Europe et dans le monde.

Une édition capitale des ECRITS de Léon TROTSKY

(de 1928 à 1940)

Sous le patronage de MM. :

Claude BOURDET, directeur de « France-Observateur », Jean CASSOU, directeur du Musée de l'Art Moderne, Maurice DOMMANGET, historien,

Daniel GUERIN, écrivain, Jean MAILLOT, du « Mouvement Français pour l'Abolition de la peine de mort »,

Maurice NADEAU, critique littéraire,

Alfred ROSMER, écrivain,

et avec les vœux de Natalie TROTSKY qui écrit :

« Permettez-moi de saluer votre initiative pour publier ces articles de TROTSKY qui éclairent une période importante du mouvement ouvrier et du monde entier. Les efforts que vous faites seront couronnés de succès. »

La mort de Staline et les nouveaux développements survenus depuis lors dans la pratique des dirigeants soviétiques n'ont fait que raviver l'intérêt sur le devenir de l'U.R.S.S. et celui du régime politique personnifié par le long règne de Staline. La lutte au sein du Parti Communiste de l'U.R.S.S. et de la III^e Internationale qui a précédé la consolidation de ce règne, cette lutte entre « trotskystes » et « staliniens », et la signification de toute la lutte menée plus particulièrement par TROTSKY lui-même jusqu'à ce qu'il fut odieusement assassiné en août 1940 par un agent du Guepéou, attirent à nouveau l'attention.

C'est dans le cadre de ces considérations que se situe l'effort entrepris pour publier, dans une série de volumes, tous les écrits de TROTSKY dans la période qui s'étend de son exil hors d'U.R.S.S. jusqu'à sa mort, à l'exception des grands ouvrages de cette période qui existent en librairie.

Ces articles et brochures qui sont absolument inconnus des nouvelles générations contiennent des analyses, des appréciations, des perspectives marxistes sur la situation internationale qui a précédé la 2^e guerre mondiale sur la situation en Allemagne avant et après la victoire des nazis, sur la révolution espagnole de 1931-1938, sur la France des années du « Front populaire », sur le mouvement qui a donné naissance à la IV^e Internationale.

Le volume I de ces écrits de L. TROTSKY est déjà à la composition et paraîtra en mai ou juin 1955 au plus tard, contiendra environ 350 pages et sera remis aux souscripteurs pour le prix de 600 frs français, c'est-à-dire une somme sensiblement inférieure au prix de vente en librairie.

Envoyer la souscription (600 frs) à Pierre FRANK, 64, rue de Richelieu, Paris (2^e), ou au C.C.P. de la « Vérité des Travailleurs » : Paris 6965-68.

Cette année, comme chaque année au mois de mai dans le monde entier, les militants et les sympathisants des IV^e Internationale participent au

MOIS DE L'INTERNATIONALE

Cette année, comme chaque année, vous ferez un sacrifice supplémentaire pour que vive et triomphe

LA IV^e INTERNATIONALE

Chaque lecteur de LA VERITE DES TRAVAILLEURS aura l'immense satisfaction de participer à l'œuvre exaltante de la construction du Parti Mondial de la Révolution socialiste en souscrivant au MOIS de l'Internationale.

Adressez votre soutien au C.C.P. en spécifiant MOIS DE L'INTERNATIONALE

De tous les Pays

AUSTRALIE

CRISE DU LABOUR PARTY

Le récent congrès du Labour Party a été troublé par des opposants, récemment exclus. C'est la manifestation la plus récente de la lutte de tendance qui se développe dans ce parti; une aile gauche est née qui soutient encore à l'heure actuelle le docteur Evatt, dirigeant de l'organisation, contre les attaques de la droite.

ETATS-UNIS

L'AFFAIRE MATUSOV

H. Matusov, faux-témoin aux gages de la police américaine, avoue avoir menti constamment pour compromettre les citoyens convaincus d'activités « anti-américaines ». Tout l'appareil judiciaire de la répression en Amérique, basé sur de semblables faux-témoignages, s'écroule. Mais il n'est question de réviser aucun procès; au contraire, les exactions de la police s'accroissent, à l'égard des militants communistes en particulier. Le caractère cyniquement contre-révolutionnaire de la bourgeoisie américaine apparaît nettement ainsi; et aussi l'orientation actuelle de sa répression qui vise à décapiter les milieux d'avant-garde, susceptibles de jouer ultérieurement un rôle de direction.

MOYEN-ORIENT

LE PACTE TURCO-IRANIE ET L'AFFAIRE DE GAZA

L'Egypte et, à un degré moindre, la Syrie, ont besoin pour assurer leur stabilité économique et politique, d'un bloc arabe uni, dont elles contrôlèrent l'évolution générale. Le pacte turco-iranien, auquel la Grande-Bretagne et les Etats-Unis sont en passe d'adhérer, porte atteinte à ces visées, en dissociant le front des pays arabes, en accentuant le contrôle impérialiste sur le Moyen-Orient. C'est la raison principale de la campagne véhémentement menée contre ce pacte par l'Egypte et la Syrie, qui doivent aussi tenir compte de l'hostilité de leurs populations à l'égard des bourgeoisies occidentales.

Dans l'état de tension ainsi créé, la fusillade de Gaza, entre soldats égyptiens et israéliens, a agi comme une diversion. La responsabilité d'Israël, qui voulait rappeler qu'elle jouait un rôle dans le Moyen-Orient, est engagée dans cette affaire. Mais en amenant un sursaut de chauvinisme entre arabes et juifs, l'escarmouche de Gaza sert surtout à détourner l'attention des masses de l'extension de l'influence impérialiste dans cette zone.

FORMOSE

LA TENSION SE MAINTIENT

Après l'évacuation des îles Tachen, les Etats-Unis ont concentré des forces importantes autour de Formose. Certains clans militaires envisageaient même une intervention directe contre la Chine populaire. Mais le gouvernement américain a préféré éviter toute imprudence, car il a compris qu'aucun de ses alliés n'était prêt à affronter les risques d'un conflit général à propos de Formose. Et, depuis lors, la Maison Blanche a alterné les menaces à l'égard de la Chine avec les déclarations pacifiques. F. Dulles a assimilé les Chinois aux nazis et Truman a infligé un démenti public à l'amiral qui commande la flotte américaine dans le détroit, en affirmant qu'il ne saurait être question de bombarder les villes du continent. Au travers de cette confusion, plusieurs faits restent établis: les Etats-Unis défendent les îles côtières de Quemoy et Matsui; ils maintiennent leurs forces à Formose; et, dans les milieux politiques et militaires, les partisans de l'intervention contre la Chine demeurent nombreux. C'est dire qu'il n'y a pas d'amélioration importante à la tension existante.

JAPON

SUCCES SOCIALISTE AUX ELECTIONS

La presse, en publiant les résultats des élections japonaises, a complaisamment insisté sur le succès remporté par le démocrate Hatoyama sur son rival bourgeois Yoshida. Le succès d'Hatoyama, qui avait défendu la reprise des relations avec l'U.R.S.S. et la Chine, et critiqué Yoshida pour sa soumission inconditionnelle aux Américains, est évidemment très significatif. Il montre que les capitalistes japonais, anxieux de trouver des débouchés aux produits de leur industrie, sont à court de solutions.

Mais il ne s'agit là que d'un glissement politique au sein de la bourgeoisie: si l'on considère l'ensemble des sièges détenus par les partis bourgeois, on ne constate aucun progrès par rapport aux élections de 1953. Par contre, les sièges enlevés par les représentants des deux partis socialistes sont plus nombreux qu'il y a deux ans. Cette progression démontre parfaitement que le fait le plus caractéristique des élections législatives comme de toute la situation japonaise, c'est la montée constante du mouvement ouvrier. Ce n'est pas par hasard que le Parti Socialiste de Gauche a remporté un succès éclatant, avec un gain de 17 sièges, qui lui permet de distancer largement le P.S. de droite. Les socialistes de gauche développent, sur les principales questions, une politique militante; ils sont liés à la confédération syndicale qui montre, dans toutes les occasions, une combativité remarquable. Indéniablement, c'est dans le P.S. de gauche que se regrou-

TITO réhabilité

Que deviennent les exclusions et calomnies du passé ?

Depuis plusieurs mois, une amélioration sensible des rapports entre l'U.R.S.S. et la Yougoslavie s'est produite; peu après le voyage de Tito aux Indes, la Pravda a « théorisé » ce rapprochement qui, dit-elle, « n'a profité qu'aux ennemis des deux pays »; et elle réaffirme la « vieille volonté soviétique d'entretenir des rapports fraternels basés sur la non-ingérence mutuelle dans les affaires des deux pays ».

Ce rapprochement constitue un fait progressif; mais il ne peut faire oublier ni aux communistes yougoslaves ni aux militants ouvriers de tous les pays les campagnes lancées au moment de la rupture. A l'époque, la Yougoslavie était « fasciste » et l'U.R.S.S. a tout fait pour précipiter sa chute sous le contrôle impérialiste. De nombreux militants qui se posaient des questions sur toute l'affaire ont été impitoyablement exclus des partis communistes. Moscou se tait sur tout ce passé; mais ce silence ne peut empêcher son récent revirement de remettre en question le bien-fondé de la politique soviétique, non seulement dans l'affaire yougoslave, mais encore dans une série d'autres affaires. Si la Yougoslavie n'est plus et semble, selon la Pravda, n'avoir jamais été « fasciste », que penser des accusations identiques lancées à d'autres périodes contre d'autres opposants à la ligne du P.C. de l'U.R.S.S. ?

pent les meilleurs militants ouvriers japonais: les succès remportés par cette organisation, indépendamment des erreurs qu'elle peut commettre, sont des succès de l'ensemble du prolétariat.

Les élections du bureau de la Diète japonaise sont venues confirmer les résultats des élections; le « triomphe » d'Hatoyama était singulièrement précaire, puisque son parti n'a pu emporter ni la présidence, ni la vice-présidence de l'Assemblée; les amis de Yoshida ont voté contre lui, en même temps que les socialistes et le nouveau premier ministre a pu ainsi se rendre compte qu'il ne disposait d'aucune majorité stable.

Cette situation ne peut en aucun cas apporter une amélioration quelconque à la crise que connaît le Japon. Les divisions d'une bourgeoisie dans l'impasse, la combativité d'un mouvement ouvrier surexploité: autant de facteurs qui peuvent amener, à tout moment, des explosions et de grandes luttes qui, si elles éclatent, auront des conséquences décisives, tant pour la sélection d'une avant-garde révolutionnaire, que pour l'évolution de la situation mondiale.

BANDOUNG

CONFERENCE DES PAYS D'AFRIQUE ET D'ASIE

La ville indonésienne de Bandoung reçoit, ces jours-ci, les représentants de toutes les nations africaines et asiatiques. De l'Egypte à la Chine, ce sont des pays exploités et brimés jusque là par l'impérialisme qui se réunissent; et aucune puissance impérialiste n'est admise à leurs délibérations. Bien plus, le but même de la conférence est de définir une politique distincte de l'orientation américaine; et il ne peut faire de doute pour personne que le colonialisme ne soit mis en accusation par les délégués des pays soumis encore à l'oppression des bourgeoisies occidentales. Pour toutes ces raisons, il faut voir dans la réunion de Bandoung un symbole de l'échec que commence à connaître l'impérialisme dans cette partie du monde.

Certes, il faut se garder de surestimer la signification et la portée pratique de cette conférence. Ce seront les gouvernements et non les peuples qui sont représentés; et parmi ces gouvernements, certains, tel celui du Pakistan, sont les agents directs de l'impérialisme; d'autres ne représentent que des couches bourgeoises instables et incapables d'une véritable indépendance. Des contradictions se feront jour entre les puissances, parmi lesquelles figureront la Chine populaire et le Nord-Viet-Nam. Dans ces conditions, on ne peut plus s'attendre à ce qu'aucune décision de très grande importance ne soit adoptée à la fin des débats.

Mais, rien de tout cela ne pourra, néanmoins, empêcher la conférence de Bandoung d'être une tribune où s'exprimer, plus ou moins directement, l'hostilité irrémédiable des masses à l'impérialisme; nul ne sera à même d'étouffer la protestation générale contre les préparatifs militaires américains, contre l'emploi de la bombe H notamment. La présence d'agents impérialistes ne saurait non plus faire oublier qu'en se réunissant en dehors du contrôle des grandes puissances bourgeoises, les peuples opprimés d'Asie et d'Afrique font un pas en avant considérable par ses conséquences futures. La marche de la révolution desserre les entraves apposées par l'impérialisme qui doit reculer, faute de pouvoir frapper immédiatement. Quoi de plus significatif à cet égard que l'invitation lancée à la Chine populaire, en dépit des obstacles soulevés par les pays pro-américains? Les masses verront dans la conférence de Bandoung une image du rapport de forces qui s'établit en leur faveur; ce sera pour elles un stimulant dans leur lutte, qui, quelle que soit l'étape atteinte à l'heure actuelle dans les différents pays, atteindra nécessairement le niveau révolutionnaire le plus élevé.

HONGRIE - Comme en U.R.S.S., la nouvelle politique "d'industrialisation" ne résoudra pas la crise

Le Parti Communiste Hongrois connaît depuis plusieurs mois une lutte de tendances presque ouverte. Les origines de ce conflit interne doivent être recherchées dans les difficultés rencontrées par le gouvernement hongrois dans sa politique agraire: la collectivisation des campagnes se heurtait à de gros obstacles dans la mesure où elle n'était pas étayée par une production vraiment intensive d'objets de consommation courante livrables aux paysans.

A partir de 1953, le gouvernement de Nagy, qui succédait à Rakosi, avait adopté une série de mesures en faveur des campagnes, en soulignant l'importance de l'industrie légère. En même temps, des mesures libérales étaient adoptées sur le plan politique; on libérait d'anciens condamnés, on reconnaissait le peu de fondement des procès intentés dans les années 1947-50.

Peu après le remplacement de Malenkov, le Comité Central du Parti blâma Nagy comme opportuniste de droite et réaffirma la priorité de l'industrie lourde. Le parallélisme avec l'affaire russe est très net; si les accusations portées contre Nagy sont plus graves que celles lancées contre Malenkov, aucune mesure officielle n'a été prise contre le Président du Conseil, qui, formellement, n'a pas été destitué de son poste. Il est certain que la nouvelle politique d'« industrialisation » ne résoudra fondamentalement rien; comme en U.R.S.S., les récentes mesures adoptées en Hongrie ne constituent qu'une étape dans la crise des directions officielles des pays de l'Est, crise que seule règlera l'intervention des masses en lutte pour une démocratie soviétique véritable.

Dialogue CHURCHILL-MOLOTOV

"Ordre" et Coexistence

L'an dernier, Churchill et Molotov échangeaient une correspondance au sujet d'une éventuelle rencontre pour discuter de la situation internationale. Le gouvernement soviétique vient de rendre publique cette correspondance.

Dans une lettre, Molotov déclarait, le 5-6 juillet 1954 :

« Nous pensons qu'un tel contact amical pourrait contribuer à organiser une rencontre plus ample à l'échelon le plus élevé si elle est jugée opportune par toutes les parties s'intéressant à l'ordre et à la consolidation de la paix dans le monde. »

« L'ordre » ! On sait trop bien ce que signifie cette expression, ce qu'elle voulait signifier à son destinataire. Personne ne peut s'y tromper. En tout cas, la rédaction de l'Humanité ne s'y trompa pas. Elle pensa fort justement que les ouvriers, les militants communistes en seraient violemment choqués. Aussi crut-elle tourner la difficulté en rectifiant la lettre de Molotov dans les termes suivants :

« ... à l'échelon le plus élevé pour autant qu'elle soit reconnue par toutes les parties intéressées à la détente internationale et au renforcement de la paix. » (18 mars 1955.)

« L'ordre » ou « la détente internationale » ? Il ne peut y avoir d'erreur de traduction possible. C'est un faux qui a été commis.

Au moment où, parmi les militants des P.C. d'Europe occidentale, se renforce l'idée qu'à la Libération, on a « loupé le coche », et où les révélations sur Yalta montrent les gouvernements soviétiques dépourvus de tout sens de classe, on comprend que les dirigeants du P.C.F. aient jugé utile de procéder à une telle falsification. Mais ils n'ont pas pensé que, ce faisant, ils n'en soulignaient que davantage leur forfaiture envers la classe ouvrière.

Churchill n'a pas donné suite aux avances de Molotov. Il n'y avait certainement pas de doute sur la bonne volonté des gouvernements soviétiques de maintenir « l'ordre » — comme ils l'ont fait à la fin de la deuxième guerre mondiale — mais sur leur capacité actuelle de pouvoir libérer cette marchandise, « l'ordre », qui fut une des monnaies d'échange des conférences de Téhéran, Yalta et Potsdam.

Militants communistes, si vous voulez comprendre pourquoi on a loupé le coche, méditez cette phrase de Molotov. Et cessez de subordonner votre politique à celle de la bureaucratie de Moscou qui vit sur une révolution faite par d'autres et qui n'aspire plus qu'au maintien de l'ordre.

Depuis le dépôt des projets de réforme scolaire par le ministre social-démocrate de l'Instruction publique, Léo Collard, les cléricaux belges ont déclenché une agitation sans cesse croissante dans le pays. Obstruction parlementaire; grève des écoles catholiques; troubles dans plusieurs villes flamandes; grande manifestation à Bruxelles le 26 mars; bagarres entre manifestants et gendarmes : l'atmosphère politique est chargée d'électricité.

On ne peut comprendre le sens de ces événements que si l'on considère le rôle prédominant que la question confessionnelle joue dans la politique belge depuis 125 ans. Grâce à l'emprise du clergé sur la population des campagnes et des petites villes de province, la bourgeoisie belge dispose d'une importante masse de manœuvre, qu'est venue renforcer, depuis la première guerre mondiale, un mouvement ouvrier chrétien dont les syndicats et les mutualités englobent près d'un tiers de la classe ouvrière belge, et près de la moitié des ouvriers flamands.

Depuis 35 ans, le jeu parlementaire belge est enfermé dans une impasse de par l'existence de ce puissant parti confessionnel. Malgré le fait que les salariés représentent la majorité absolue de la population du pays, les partis ouvriers n'ont jamais pu dépasser les 40-42 % des voix, une partie non-négligeable de la classe ouvrière réservant ses suffrages au parti catholique. L'aile ouvrière chrétienne de ce parti dispose d'une certaine autonomie et peut de temps en temps faire de la démagogie réformatrice : n'a-t-elle pas lancé depuis l'an passé une campagne en faveur de la semaine des 40 heures ? De ce fait elle peut apparaître comme différant seulement par des nuances du parti social-démocrate.

Comment sortir de cette impasse ?

Les esprits éveillés du parti réformatrice n'ont pas manqué d'être sensibles aux problèmes résultant de l'existence du mouvement ouvrier chrétien. Comme aux Pays-Bas, où se pose un problème identique au mouvement ouvrier, deux solutions sont proposées pour sortir de l'impasse.

Les uns rêvent d'un « travailisme » issu de la fusion des organisations ouvrières sociales-démocrates et chrétiennes. André Renard, le dirigeant effectif des syndicats socialistes, est considéré comme le promoteur n° 1 de cette idée. Les autres espèrent obtenir la décléricalisation des travailleurs flamands, grâce aux progrès de l'industrialisation à la croissance des grandes villes et à l'expansion de l'enseignement laïc. Le président actuel du P.S.B., Max Buset, semble surtout favorable à cette deuxième solution. Il est clair que pour les partisans de la première solution, la question scolaire, comme toutes les questions qui mettent en cause les convictions religieuses des travailleurs chrétiens, est considérée comme **TABOU**. Les partisans de la deuxième solution au contraire sont d'avis que seule une offensive audacieuse et soutenue contre l'enseignement cléricale frayera la voie à une majorité socialiste en Belgique.

Les uns comme les autres comprennent - du moins en paroles - que quelque soit la voie qu'on cherche pour détacher les ouvriers chrétiens du parti cléricale c'est aux problèmes économiques et sociaux qu'il faut donner la priorité. Mais les uns comme les autres sont enfermés dans une conception purement réformatrice et ne comprennent pas que dans le cadre d'une politique réformatrice et purement parlementaire, la social-démocratie ne peut pas présenter une alternative fondamentale à la gauche démocrate-chrétienne.

Les contradictions de la politique gouvernementale réformatrice.

Tout cela explique les contradictions de l'attitude du parti socialiste et des syndicats socialistes dans la question scolaire.

Les projets Collard ne représentent pas une réforme fondamentale de l'enseignement cléricale. En introduisant

le paiement direct par l'Etat des traitements du personnel enseignant dans les écoles catholiques, des subsides aléatoires à ces écoles sont de fait transformés en droits définitivement acquis. Au fond, la seule mesure importante - et progressive - qu'impliquent ces projets, c'est le droit de l'Etat d'ouvrir des écoles primaires, droit préalablement réservé aux communes. Ainsi, dans toutes les municipalités administrées depuis longtemps par les catholiques, les écoles publiques soit font défaut, soit ne recrutent du personnel enseignant que s'il sort de l'enseignement confessionnel. Le droit d'initiative accordé à l'Etat permettra donc le développement de l'enseignement laïc dans les régions « noires » du pays, jusque maintenant domaine réservé de l'Eglise et du parti catholique.

Lorsque le Parti Social Chrétien mobilisa ses groupes de choc étudiants; lorsque les premières violences contre les locaux d'organisation ouvrières furent commises; lorsque le P.S.C. annonça que la manifestation du 26 mars devait devenir une concentration nationale de plusieurs centaines de personnes, les dirigeants sociaux-démocrates furent déchirés entre deux sentiments contradictoires : un sentiment de panique d'une part et le désir de maintenir « l'ordre et la tranquillité » de l'autre. Le premier sentiment les entraîna vers l'idée d'une contre-manifestation à Bruxelles, d'une contre-attaque contre des locaux d'organisations cléricales, voire de grève des chemins de fer de l'électricité sinon de grève générale. Le deuxième sentiment les entraîna vers une répression du mouvement cléricale par des moyens purement étatiques. La pression de la bourgeoisie aidante transmise par le parti libéral, partenaire du P.S.B. au gouvernement, ce fut le deuxième sentiment qui eut le dessus, non sans quelques hésitations et flottements jusqu'à la dernière minute. La répression fut organisée de manière à éviter toute violence; c'est pourquoi elle ne put empêcher que le P.S.C. concentre effectivement un nombre assez élevé de manifestants - les estimations varient de 20 à 50.000 - à Bruxelles. La sympathie d'une partie de la gendarmerie pour les manifestants n'est certainement pas étrangère à cette modération qui a étonné tout le monde.

La classe ouvrière n'est pas passionnée pour la lutte scolaire.

Cette solution s'est en définitive imposée aux leaders réformatrices non seulement parce qu'elle paraît la plus « payante » du point de vue électoral dans l'immédiat - le P.S.C. aurait certainement préféré qu'on lui donne quelques martyrs, ou qu'on lui laisse la rue libre! - mais aussi parce que devant la pression de la bourgeoisie qui tendait dans ce sens, la classe ouvrière comme telle n'exerça point une pression très forte dans le sens d'une contre-manifestation, d'une riposte immédiate. C'est plutôt dans les rangs des fonctionnaires des organisations ouvrières que dans la masse ouvrière que ce problème fut débattu (à l'exception de quelques villes où les locaux ouvriers avaient été attaqués et où, comme à Louvain, les ouvriers organisèrent une riposte immédiate et spontanée).

C'est que la classe ouvrière ne se passionne guère pour cette lutte scolaire, mais a son intérêt plus que jamais fixé sur des questions économiques et sociales, telle la question des pensions de retraite et de la sécurité sociale. Dans l'une comme dans l'autre, le gouvernement socialiste-libéral n'a pu appliquer que des réformes caduques - suite à la pression des libéraux - et n'a pas réalisé son propre programme électoral. La démagogie déclenchée par le P.S.C. à ce sujet n'évoque guère d'échos dans les rangs des travailleurs, mais il est incontestable que ceux-ci prennent une attitude beaucoup plus critique envers le gouvernement que ce ne fut le cas il y a six mois.

Conquérir la majorité absolue !

Le soir du 26 mars sans doute pour neutraliser chez les masses ouvrières la déception malgré tout ressentie du fait que les boulevards de Bruxelles furent abandonnés pendant quelques heures aux manifestants cléricaux, le président du P.S.B., Max Buset, a fait allusion dans un discours à la possibilité de conquérir la majorité absolue à brève échéance. Ce discours ne représente pas un phénomène isolé. Depuis les élections d'avril 1954, les allusions à cette possibilité deviennent de plus en plus nombreuses dans les rangs des militants et des leaders du

P.S.B. L'idée que l'avant-garde révolutionnaire était seule à défendre avant 1954, qu'il fallait se fier comme objectif politique immédiat la conquête du pouvoir politique, la constitution d'un gouvernement socialiste homogène appuyé par les organisations ouvrières et réalisant un programme de transformation socialiste de l'économie fait son chemin parmi les travailleurs.

C'est à la lumière de cette idée centrale qu'il faut formuler une réponse aux questions soulevées par la lutte scolaire. Cette réponse, faut-il le dire, ne peut être celle d'une capitulation quelconque devant les cléricaux qui, loin de rapprocher les travailleurs chrétiens du socialisme, consoliderait pour des années le P.S.C. Cette réponse doit être la suivante : en finir aussi vite que possible avec la lutte scolaire qui ne profite qu'à la réaction. Faire voter les projets Collard au Parlement, puis avancer l'ensemble des objectifs économiques et sociaux - dont le minimum est constitué par le programme revendicatif adopté au dernier congrès de la Centrale syndicale F.G.T.B. - quitter le gouvernement devant le refus des libéraux de réaliser un tel programme, rentrer dans l'opposition et déclencher une grande campagne d'agitation autour de ces objectifs.

Une telle campagne pourrait détacher des dizaines de milliers d'ouvriers chrétiens de leur parti surtout lorsque celui-ci s'associera aux libéraux au gouvernement et suivra une politique économique dictée par les intérêts des trusts et des banques.

S'accrocher au gouvernement, faire durer la lutte scolaire, c'est permettre à la réaction de se battre sur le terrain qu'elle a choisi, qui lui est le plus favorable.

S'accrocher au gouvernement en cessant la lutte scolaire, c'est, devant l'impossibilité de réaliser de véritables objectifs socialistes ou ouvriers dans l'association avec les libéraux, donner à l'adversaire l'avantage d'une offensive constante.

Rompre la coalition gouvernementale, se lancer dans une campagne d'agitation parlementaire et extra-parlementaire pour les objectifs qui passionnent vraiment la classe ouvrière et les petites gens, c'est préparer de nouvelles et éclatantes victoires pour le mouvement ouvrier belge.

Henri VALLIN

De Notre correspondant : L. W. CARPER

LA CRISE DU LABOUR PARTY

Pourquoi Attlee a-t-il tourné ?

Offensive de Deakin et de Attlee, Bevan est exclu du groupe parlementaire. Le Comité Exécutif s'apprête à l'exclure du Parti. Cette exclusion semble inévitable. L'unité du Parti semble compromise. L'émotion des militants et même l'opinion publique est extrême. Puis Attlee rencontre Bevan et le lendemain un compromis est trouvé au Comité Exécutif : Bevan n'est pas exclu. La rapidité, la violence, l'imprévu de l'action tranchée sur la lente procédure britannique coutumière. C'est que derrière les vedettes se tient et se fait entendre un acteur essentiel et inhabituel par sa force, sa cohésion et sa volonté : le prolétariat engagé depuis la guerre sur une nouvelle voie.

Bien plus encore qu'en France autour du Parti Communiste, la classe ouvrière en Angleterre est soudée autour et dans le Labour Party. Sa force, sa combativité son évolution vers la gauche s'y est reflétée par le développement du Labour Party dans le pays et de la tendance Bevaniste dans le parti.

Le Labour Party n'a pas la même structure que les partis en France. Il rassemble toutes les organisations ouvrières (sauf les organisations stalinien-

nes qui représentent peu de chose). Il comprend une section politique (comparable à la S.F.I.O.) mais aussi des coopératives, des organisations de femmes, etc., et surtout les syndicats. Ceux-ci sont affiliés en bloc et leurs représentants votent avec les centaines de milliers de voix des syndiqués. Mais ces représentants sont encore dans la majorité des syndicats des dirigeants jusqu'ici inamovibles grâce à la possession d'un appareil administratif à côté duquel ceux de Jouhaux ou de Frachon semblent démocratiques.

C'est autour de ces dirigeants syndicaux que se regroupe l'extrême droite du parti. C'est sous la direction de Deakin, chef du syndicat des transports fort de 1.200.000 membres, que fut menée la lutte pour l'exclusion de Bevan. Dans la même fraction se trouve la droite de la section proprement politique du Labour Party : Gaitskel, G. Brown, etc. Ceux-ci n'ont pas de base dans le mouvement ouvrier. Leur fortune politique est liée au maintien de la force de l'appareil. Ils préfèrent une victoire des conservateurs dans le pays à une victoire de la gauche dans le Parti. Quand Churchill prit le

pouvoir Deakin déclara qu'il se conduirait envers ce gouvernement comme il s'était conduit envers le gouvernement travailliste ! Ces gens agissent comme la bourgeoisie le désire, sans parler de la pression de l'impérialisme américain pour qui un tel Labour Party est un scandale. Mais ce qui montre la force et l'orientation de la classe ouvrière c'est qu'ils ne peuvent efficacement trahir qu'en restant dans le Labour Party. S'ils partaient eux-mêmes, comme l'avaient fait des gens du même acabit en 1931, ils ne feraient qu'égrotter le bloc prolétarien et se retrouveraient vite seuls, sans utilité et sans emploi. Leur plan est d'arriver à provoquer une scission à gauche de façon à isoler une avant-garde, à désorienter la masse et à pouvoir ramener le L.P. sur une voie entièrement droitiste.

L'aile gauche dirigée par Bevan a le soutien de la majorité des ouvriers. Sa direction regroupe dans « Tribune » l'organe des bevanistes est elle-même loin d'être homogène. Micardo et Wilson par exemple sont peut-être plus prêts de Attlee que de Bevan, et durant toute la crise ce n'est pas le désir de capituler qui manqua.

Les travailleurs fixeront ensemble leur prochain rendez-vous

ENFIN, ce fameux rendez-vous a eu lieu et, pour ne pas nous répéter, nous ne dirons pas que la montagne a accouché d'une souris.

S'il nous fut permis de parler de « bouchée de pain », de « miettes », d'« aumône » à propos des précédents « rendez-vous » dont la tactique est désormais entrée dans l'histoire des derniers gouvernements bourgeois, qu'il nous soit permis, aujourd'hui de rester muet, en peine d'adjectif, pour qualifier les récentes largesses du présent gouvernement.

Après les 15 francs de Laniel, en février 1954, après les 6 fr. 50 de Mendès-France en octobre, Faure produit 4 fr. 50 toute prime portant sur le salaire minimum de 100 francs et ne se répercutant pas sur la hiérarchie.

Ceci n'intéresse donc que les travailleurs qui gagnent moins de 126 francs de l'heure. (Il y en a malgré tout, bien qu'ils ne constituent pas la majorité de la classe ouvrière.) Et la plupart d'entre eux qui approchent 126 francs, touchent royalement des 20 sous, des 40 sous. Et avec ça, les bourgeois donnent l'impression de s'être saignés aux quatre veines.

Ils nous apitoient.

« Dix ronds de plus et on compromettrait l'économie nationale. » Néanmoins, on ne peut pas leur reprocher de ne pas avoir été fidèles à leur rendez-vous. Sans doute ils sentent dans la classe ouvrière une tension croissante de mauvais augure ; sans doute ils ne pouvaient pas faire moins, leurs experts les plus dévoués ne pouvaient pas cacher l'expansion économique observée ces derniers temps, non plus qu'un accroissement sensible de la productivité.

Qu'il nous soit permis de ne pas insister sur le côté risible de cette farce, il s'agit trop crûment de la misère des travailleurs, des victimes de la productivité qui tombent quotidiennement pour engraisser le monstre capitaliste et qui tomberont tant que le monstre sera debout.

Nous pourrions dire que ce rendez-vous n'était pas celui des travailleurs. Nous pourrions répéter que ceux-ci n'ont rien à attendre d'un gouvernement bourgeois.

Pourtant, celui-ci n'aurait rien lâché du tout s'il n'existait pas l'immense mécontentement populaire qui va des enseignants aux paysans en passant par les métallos. Dans une situation mieux exploitée par la classe ouvrière, l'Etat-patron aurait cédé bien plus.

C'est là qu'on arrive à l'endroit où ça démange.

Il manquait effectivement quelqu'un à ce rendez-vous. Et là on pourrait nous dire : « Effectivement, malgré de multiples luttes dans certaines entreprises pour l'augmentation des salaires, parmi lesquelles il faut mentionner les 10.000 métallos de Saint-Nazaire, les trois débrayages dans le mois de la S.N.C.A.S.E. Toulouse, le récent débrayage de chez S.K.F. à Ivry, la classe ouvrière, dans son ensemble, ne s'est pas levée pour arracher ses revendications. »

Mais c'est trop facile, nous le répétons, de dire « le rendez-vous sera ce que les travailleurs le feront »...

ET LA RESPONSABILITE DES DIRECTIONS OUVRIERES, DONC ?

On nous objectera que la C.G.T. a appuyé et mené une campagne pour l'augmentation générale des salaires. Que le P.C. ait consacré ces derniers temps une grande place pour les luttes revendicatives et se soit décarcassé pour susciter de telles luttes, cela ne fait aucun doute.

Comment expliquer le calme qui règne dans les grandes entreprises d'avant-garde. Le plus simple est évidemment de dire : « Les ouvriers ne comprennent pas. »

Il est une autre explication qui ne manquera pas d'être citée :

« Les militants dans les entreprises n'ont pas su faire leur travail d'explication et de mobilisation. »

Il faut s'attendre à de lamentables séances d'autocritique.

Pourtant il est bien simple de comprendre que c'est surtout à cause de la politique suivie par le Parti Communiste qu'on en est arrivé là. Bien sûr les militants n'ont pas su organiser toutes les délégations, pétitions, contre la bombe atomique, contre le réarmement, « avec les bons Français » et en même temps mobiliser les travailleurs pour les salaires. Ils n'ont pas su, après avoir dispersé toutes leurs forces contre le réarmement, « problème n° 1 », réinvestir celles-ci dans la lutte pour l'augmentation générale. La politique du P.C. se paye maintenant. La faillite de celle-ci sur tous les fronts : réarmement allemand, état d'urgence, n'est pas faite pour donner confiance aux travailleurs et peut seulement démoraliser les militants.

Les travailleurs ne sont pas dépolitisés pour cela, mais ils sont conscients que pour se battre, pour briser le cadre de la revendication particulière, IL FAUT UNE BASE REVENDICATIVE, UN PROGRAMME DE FRONT UNIQUE, DES ORGANISATIONS OUVRIERES, DES PERSPECTIVES POLITIQUES DE CLASSE.

Il est temps de reprendre la situation en main. Il est du devoir du Parti Communiste et de la C.G.T. à l'heure actuelle de mettre tout en œuvre pour donner un sens et une direction au mécontentement du prolétariat.

Nous n'insisterons jamais assez sur la nécessité d'un véritable front unique des organisations ouvrières.

Il est fort louable que le groupe parlementaire du Parti Communiste ait fait des propositions de front unique au groupe parlementaire socialiste pour l'augmentation des salaires.

Mais pourquoi des demi-mesures ?

Pourquoi, alors que tous les syndicats ont des revendications communes :

- S.M.I.G. A 25.166 FRANCS POUR 173 HEURES ;
- SUPPRESSION DES ABATTEMENTS DE ZONE ;
- CONCLUSION DE CONVENTIONS COLLECTIVES SUR LES SALAIRES, etc.

ne pas leur proposer d'appeler en commun la classe ouvrière à agir par des manifestations de masse. N'y aurait-il que les paysans et les petits commerçants à être capables de telles actions ?

Pourquoi, alors qu'ils sont tous deux dans l'opposition et combattent fréquemment sur les mêmes positions, surtout sur les questions revendicatives, le Parti Communiste ne propose-t-il pas au Parti Socialiste d'allier leurs forces contre la bourgeoisie. ET CECI UNIQUEMENT SUR LES POINTS QUI LEUR SONT COMMUNS.

Alors les travailleurs « comprendraient ».

Alors « ils s'intéresseraient à la politique ».

Alors ils s'élèveraient rapidement du cadre des petites revendications particulières pour poser avec plus de force le problème de leur droit à la vie en général et de leur droit au pouvoir, en particulier.

P. VINCENT.

RENFORCEMENT DE L'UNITE CONTRE LES ZONES DE SALAIRES

Au mois d'août 1953, le 29 Janvier et le 28 Avril 1954, il était apparu qu'en Province le mouvement ouvrier avait tendance à rejoindre le niveau de la région parisienne, traditionnellement à l'avant-garde. Le développement de la lutte pour la suppression des zones de salaires confirme aujourd'hui cette tendance.

Tous les départements à l'exception de la Seine, sont frappés par les abattements de zones. Il y a 11 zones de salaires et 13 zones d'allocations familiales. Pour les salaires, les abattements s'échelonnent de 0 à 13,5 %, pour les allocations familiales, ils vont de 0 à 20 %.

Le patronat ne cache pas les raisons de cette iniquité : pour lui cela représente une bonne affaire, 250 milliards de salaires qui iront rejoindre les énormes profits déjà réalisés. On ne cache pas non plus que ce sont les travailleurs qui font les frais de la fameuse « décentralisation » qui permet aux industries de province, grâce aux abattements de zones, de réaliser de plus gros profits.

Les travailleurs ont répondu comme il convenait à cette injustice.

Après divers départements, c'était il y a quelques jours au Finistère, à la Moselle, d'entrer en lutte contre le scandale des zones de salaires.

Dans le Finistère, le 16 Mars, les Unions Départementales C.G.T., F.O., C.F.T.C., dans l'unité, avaient lancé un mot d'ordre de grève de 2 heures. Le mouvement a revêtu une ampleur sans égale. En Moselle on estime à plus de cent mille le nombre de travailleurs qui ont manifesté le 30 Mars, contre l'application des zones de salaires.

Cette action qui s'est menée dans l'UNITE a porté ses fruits. Dans les mesures qu'il vient de prendre, le Gouvernement a été obligé de tenir compte du mécontentement grandissant et de la mobilisation des travailleurs

de province pour la suppression des abattements de zones, et il vient de réduire le maximum de ceux-ci de 13,5 % à 12 % pour les salaires et de 20 % à 15 % pour les allocations familiales.

Ce premier succès ne doit pas ralentir le développement du mouvement, bien au contraire. Les travailleurs doivent étudier les leçons de leurs luttes et tout d'abord renforcer leur unité.

La condition première de leur succès a été l'unité qui s'était réalisée entre les Unions Départementales C.G.T., F.O., C.F.T.C. Que ce soit dans l'Aisne, le Calvados, le Cher, l'Oise, la Loire, etc., partout ce sont les accords réalisés entre les organisations syndicales qui renforcent le mouvement.

Dans le « Peuple » du 15 Mars, L. MOLINO appelle toutes les organisations syndicales C.G.T. à prendre des contacts avec les autres organisations afin de développer l'action commune. Voilà le chemin à suivre, nul doute que les militants de la C.G.T. sauront appliquer de telles directives. Cependant ils se demanderont avec nous pourquoi les Unions Départementales, les Unions Locales, les Sections Syndicales devraient seules appliquer cette politique.

Si ce qui est décisif dans la lutte contre les abattements de zones c'est l'UNITE entre les organisations syndicales, il n'y a pas de raison pour que dans la lutte pour l'augmentation générale des salaires cela ne soit pas encore décisif.

Il appartient à la C.G.T. - à tous les échelons comme le dit si bien L. MOLINO - de prendre les contacts indispensables avec les autres organisations en vue de développer une action commune, et en premier lieu cela doit être la position du Bureau Confédéral C.G.T.

P. VATAUD.

POUR UN PREMIER MAI DE COMBAT

Cette année le pavé doit appartenir à la classe ouvrière.

- Pour empêcher que le gouvernement interdise comme l'année dernière le défilé traditionnel.
- FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS OUVRIERES.
- FRONT UNIQUE DES PARTIS COMMUNISTES ET SOCIALISTES.
- Pour imposer la manifestation des travailleurs.
- POUR L'ARRET IMMEDIAT DE LA GUERRE EN ALGERIE.
- Contre les lois scélérates anti-ouvrières.
- Contre la préparation à la guerre impérialiste.
- Pour les libertés démocratiques.
- Pour l'augmentation générale des salaires.

La grève de l'Enseignement

Instituteurs et professeurs ont fait grève le 23 mars dernier avec un ensemble remarquable; on a pu évaluer le nombre des grévistes à 75 % des effectifs; et en beaucoup d'endroits c'est dans leur totalité que les enseignants ont cessé le travail. Ce mouvement a bénéficié de la sympathie active de l'ensemble de la population, les parents ayant accepté de ne pas envoyer leurs enfants à l'école. Cependant les objectifs de la grève ne sont pas toujours apparus très nettement.

Il s'agissait pour les grévistes de protester contre un projet de loi déposé par le député radical St-Cyr; ce projet, prenant prétexte du manque d'écoles dans les campagnes, tend à soustraire au contrôle du ministère de l'Education Nationale les centres post-scolaires des districts ruraux. Cette mesure n'est d'ailleurs qu'un biais pour accorder des crédits à tous les établissements scolaires privés de la campagne. La chose semble de maigre importance, mais il faut comprendre que cette attaque contre le statut de l'Ecole laïque ne représente aux yeux de tous ceux qui en 1951 ont voté les lois Marie-Barangé, qu'une première étape : à la suite de Pinay, glorifiant les frères maristes qui « ont fait de lui l'homme qu'il est à l'heure actuelle » (étrange réclame !) tous les tenants de l'école libre veulent aller de l'avant. Il s'agit de rogner pièce par pièce toutes les prérogatives de l'école laïque. On commence par l'enseignement agricole pour finir par les lycées et les écoles primaires.

Les récents événements de Belgique ont montré que les chevaliers de l'école libre sont aussi les plus ardents réactionnaires. Les enseignants français le savent aussi et il suffisait d'entendre le ton des interventions dans les assemblées de sous-section, le jour de la grève, pour comprendre que la bataille se menait contre toute la droite. Le gouvernement ne fut pas

oublié dans l'affaire, car c'est lui qui en rognant constamment sur les crédits de l'enseignement, fournit le prétexte de toute la démagogie antilaïque sur les « insuffisances de l'enseignement ». C'est aussi contre lui que la grève fut menée et il est significatif à cet égard que, par référendum, les enseignants aient manifesté leur complète solidarité avec les mouvements revendicatifs des fonctionnaires.

Dans de telles conditions il faut se féliciter du succès du mouvement qui a été, et ce n'est pas le moindre de ses aspects, l'occasion d'une unité de fait entre les centrales syndicales C.G.T. et F.O. Mais on ne peut se borner à cette satisfaction; le débat sur le projet Saint-Cyr a été ajourné grâce à l'action unie des députés socialistes et communistes. Mais la menace reste entière. D'autre part, si les 6.000 enseignants qui sont venus à la Bourse du Travail le jour de la grève ont fait preuve d'une grande combativité, il n'en est pas de même des dirigeants du syndicat qui ont cherché à limiter le mouvement en annulant notamment la manifestation prévue devant la Chambre des Députés. Pourquoi une telle attitude ? Essentiellement parce que dans les conditions actuelles, la direction de la Fédération de l'Education Nationale, sent que le mouvement ouvrier n'est pas préparé à des luttes générales immédiates. A défaut d'une telle pression, elle continue en toute liberté ses habituels louvoisements. Pour les enseignants comme pour tous les travailleurs, il apparaît donc que seule la préparation d'une lutte générale peut ouvrir la voie aux succès. La grève du 23 Mars aura partiellement servi à montrer que, dans ce domaine, seule pouvait être payante l'unité d'action complète, contre la réaction et ses hommes de main au gouvernement.

Correspondant.

Esquisse d'une nouvelle politique patronale chez RENAULT

Le dernier comité central de notre parti, dans son analyse de la situation française, a consacré une grande partie de ses travaux aux problèmes du mouvement ouvrier.

A travers tous les facteurs qui déterminent la combativité de la classe ouvrière - (situation objective - niveau des salaires - de l'emploi, durée du travail - perspectives économiques, etc...) - celui concernant plus particulièrement la politique patronale à l'égard de la classe ouvrière et de ses organisations a retenu l'attention de notre parti.

Il est certain que la bourgeoisie déjà si divisée sur la politique extérieure l'est aussi dans sa façon d'aborder la classe ouvrière.

Dans la métallurgie, secteur d'avant-garde par exemple, le « climat social » varie d'une usine à l'autre.

Ainsi, le développement des contrôles policiers à l'embauche du personnel, la reconstitution de listes des militants ouvriers, l'intervention ouverte de la D.S.T. dans les entreprises dépendant de la défense nationale (aéronautique) aboutissant à des licenciements ou à une extrême limitation des droits des délégués du personnel (interdiction de pénétrer dans certains ateliers), l'embauche prioritaire d'anciens du corps expéditionnaire d'Indochine, le recrutement délibéré de fascistes à Issoire visant à la liquidation du Syndicat C.G.T., illustrent certaines méthodes des patrons de la métallurgie.

Des nombreux aspects de la politique patronale où interviennent de multiples facteurs (conjoncture économique, combativité et solidarité ouvrière, poids des organisations syndicales) certains militants ouvriers, réformistes pour la plupart, en arrivent à opposer le « climat » chez SIMCA ou CITROEN-LE-BAGNE à celui de RENAULT considéré plus « libéral ».

Lors de la mort de LEFAUCHEUX on a pu voir les organisations syndicales F.O. - C.F.T.C. - C.G.C. - S.I.R., à l'exclusion de la C.G.T., s'associer aux manifestations organisées par la Direction de la Régie et le Gouvernement, et participer à la tentative de mystification des travailleurs en traçant l'image d'un LEFAUCHEUX « apôtre » des nationalisations faisant échec aux « visées ténébreuses » du capital privé sur la plus grande usine de France, en faisant un chevalier du progrès social.

La politique de combat et le paternalisme patronaux ont une DONNEE COMMUNE.

SOUSTRAYER LA CLASSE OUVRIERE A L'INFLUENCE DES ORGANISATIONS SYNDICALES. Pour en revenir, plus particulièrement à RENAULT, chacun sait le rôle déterminant que cette usine a joué dans tous les mouvements de la métallurgie depuis la « libération » et surtout depuis 1947.

On peut dire que depuis 1950, la bourgeoisie s'est appliquée à neutraliser cet important bastion capable d'empoisonner « la paix sociale » de tout le pays.

SUR LE PLAN ECONOMIQUE, la Régie a construit l'usine de Flins à 40 kms Paris et, recruté une main-d'œuvre rurale, sans tradition syndicale bien sûr. Cette usine qui emploie aujourd'hui plus de 2.800 ouvriers est en voie de doubler de volume. En un an, l'usine RENAULT-LE MANS a embauché plus de 1.000 ouvriers, ceci correspondant à un transfert de certaines fabrications de Billancourt. Quant à Billancourt, l'usine mère, ses effectifs ont baissé de près de 6.000 travailleurs, ceci en liaison avec la modernisation de l'usine et le développement considérable de la productivité. La moyenne des salaires ouvriers varie de 161 à 275 frs de l'heure. (Rappelons que la commission supérieure des conventions collectives réclame 195 frs)

Depuis fin 1951, les salaires ont augmenté de 2 %, 3 %, 4 % et 11 fois 1 % en même temps que se développait le système des primes trimestrielles dépendant de l'assiduité du personnel et du respect des programmes de fabrication. En 1954, ces primes représentaient sensiblement 40.000 frs pour le manoeuvre. Là encore, une particularité importante. Pendant toute une époque, jusqu'en 1952, la Direction accordait « ses » augmentations, soi-disant, en vertu d'un accord de salaires signé avec les organisations syndicales AUTRES QUE LA C.G.T.

Depuis que la C.G.T. exclue des discussions a signé cet accord, depuis aussi, la grève du 74 en mars-avril 1953, menée avec l'appui de TOUTES LES ORGANISATIONS SYNDICALES, les augmentations de 4 % et les 11 fois 1 % ont été accordées de la propre autorité de la Direction de l'usine, sans qu'elle essaie d'en faire bénéficier « moralement » l'une ou l'autre des organisations syndicales dites « libres ».

Parallèlement, à cette politique visant à saper le programme revendicatif des syndicats (les 25 frs réclamés dès le congrès C.G.T. de 1953 sont d'ores et déjà dépassés), la Direction a largement développé son service dit « DES RELATIONS SOCIALES », service qui, et nous le verrons dans le prochain numéro, VISE A CREER UN CADRE POUR L'OUVRIER dans l'entreprise dans lequel celui-ci ne trouverait nulle justification aux délégués du personnel et aux organisations syndicales.

R. DUPARC
(A suivre)

EN SOMMAIRE DU NUMERO D'AVRIL DE LA

IV^e INTERNATIONALE

EDITORIAL :

De Malenkov à Khrouchtchev-Boulganine.

NOTES EDITORIALES :

La « petite guerre » de Formose.
Les élections japonaises.
La chute de Mendès-France.
La crise des P.C. en Europe occidentale.
Le 5^e Congrès du P.C. espagnol.
Le nouveau cas Djilas.

JEAN-PAUL MARTIN
Etats-Unis 1955.

PIERRE FRANK

La République populaire de Chine à 5 ans ! (fin).

LIVIO MAITAN

La situation dans le P.C. italien.

HENRI VALLIN

La crise dans P.C. belge.

ISMAEL FRIAS

Pérou, structure économique et dynamique de la révolution.

G. B.

Problèmes de la réforme agraire en Egypte (fin).

E. GERMAIN.

La discussion sur la question syndicale dans le parti bolchevik (1920-24).

J.-P. MARTIN

Dans l'U.R.S.S. post-stalinienne - La Conférence des architectes.

1905-1905 - 50^e anniversaire de la 1^{re} Révolution russe et de la théorie de la révolution permanente.

Notes de lecture, par M. P.

Les âmes mortes d'une intelligence désemparée - Kinsey et la sexualité - Le « dégel » risqué d'un écrivain astucieux.

DOCUMENTS :

Le C.E.I. demande la révision des procès de Moscou, Prague, Budapest - La nature de classe de la République populaire de Chine. - La crise de la direction de la bureaucratie soviétique (Déclaration du S.I. sur la démission de Malenkov).

Notes du mouvement ouvrier et de l'Internationale : Bolivie-Angleterre - Grèce - Australie - Indes - Ceylan.

POURQUOI ATTLEE A-T-IL TOURNÉ ?

(Suite de la page 9)

Mais ce groupe tient sa force d'une base ouvrière authentique et donc aussi en subit la pression et la combativité.

De plus dans le Labour Party l'atteinte à l'unité, ouvertement fomentée par la droite, souleva l'indignation même parmi des droitiers, des modérés, des adversaires du bevanisme.

Mais malgré cette force l'appareil était décidé à pousser jusqu'au bout, jusqu'à l'exclusion, précisément dans l'espoir de la briser. L'armistice dans un compromis ce n'est pas un changement de cette orientation qui l'amena mais un changement d'attitude d'Attlee. C'est lui qui provoqua un dénouement assez inattendu.

Le rôle que Attlee remplit c'est de maintenir le mouvement ouvrier dans les limites légales bourgeoises « anglaises ». Pour cela il adapte son langage aux aspirations de plus en plus gauchistes des masses. Il le fait avec la patience d'un pêcheur qui « donne du mou ». En paroles il a adopté à peu près toutes les propositions de Bevan au fur et à mesure que les combats devenaient trop dangereux. (Son « adoption » de la résolution bevaniste sur la bombe H n'est que la dernière d'une longue série depuis 1951). Mais pour jouer ce rôle les paroles ne peuvent suffire il faut un certain rapport de force. Les siennes propres sont insuffisantes pour affronter celles de Bevan. Mais l'équilibre entre ces dernières et celles de l'appareil lui permet de jouer un rôle d'arbitre et d'avoir la liberté de manœuvre nécessaire à son rôle. Plus faible que chacune d'elle, entre les deux il les domine.

Dès que Bevan fut exclu du groupe parlementaire cet équilibre indispensable commença à s'effondrer. L'énorme réprobation de la base n'épargnait pas Attlee et en même temps l'extrême droite l'attaquait, lui reprochait sa faiblesse et se préparait à le remplacer. Attlee eut peur de voir des sections de la classe ouvrière, méprisantes les injonctions des Deakin, rejeter toute discipline et se lancer dans des combats « sauvages » aux conséquences imprévisibles.

Mais, dira-t-on, le Labour Party uni peut remporter une victoire et avoir à reprendre le pouvoir, comment Attlee, le major Attlee, peut-il envisager cela alors que la bourgeoisie à de tous autres besoins ? Il ne faut pas perdre de vue que la décomposition du capitalisme est si grande, et la base ouvrière des chefs sociaux-démocrates si puissante, que ceux-ci modifient leurs relations avec la bourgeoisie et se croient capables de sauver « la civilisation » par leurs propres méthodes.

De ce point de vue Attlee veut une victoire du Labour Party aux élections (même si ce n'est que pour avoir plus de poids dans une coalition avec les

conservateurs et l'exclusion de Bevan aurait affaibli le Labour Party.

Se refusant à être balayé par la droite, cédant à la pression de la base dans l'espoir de mieux l'endiguer, confiant dans son rôle « historique » Attlee empêcha l'exclusion de Bevan. Il est naturellement possible qu'Attlee doive se rallier à l'appareil et reprenne la lutte pour l'exclusion de Bevan.

Bien entendu quelque soit la solution, pour finir, ce ne sera pas une solution. Dans l'atmosphère internationale actuelle, dans le rapport de force entre la bourgeoisie et le prolétariat anglais il n'y a pas de manœuvres d'organisation qui puissent abattre ce dernier. Mais les épisodes de la lutte, la tactique des fractions ne sont pas sans importance ni quant aux rythmes ni et surtout quant à l'élévation de la compréhension révolutionnaire de l'avant-garde.

Quelques soient les raisons du revirement d'Attlee, le maintien de l'unité du parti ne peut que favoriser la combativité ouvrière. L'attitude anti-unitaire de l'appareil ne peut qu'accroître la lutte des travailleurs contre lui. La tâche aujourd'hui n'est pas de former un parti socialiste de gauche qui ne pourra être que minoritaire et dans une certaine mesure isolé de la grande masse groupée par les syndicats dans le Labour Party. La tâche est d'aider la gauche à vaincre cet appareil et le démanteler. L'appel de Bevan contre la formation d'un nouveau parti, (contre l'impatience de certains éléments), était parfaitement correct. Malgré les limitations politiques de Bevan sa victoire dans le Labour Party serait une expérience immense pour le prolétariat anglais et permettrait à son avant-garde de faire une progression politique irremplaçable.

Aujourd'hui cette lutte prend la forme de la préparation au congrès national. Déjà Deakin a cyniquement augmenté la cotisation du syndicat des transports au Labour Party, ce qui lui permettra de voter avec quelques 300.000 voix de plus. Mais ceci ne rend pas certaine sa victoire au congrès. La menace d'exclusion a animé toute la base du Labour Party, la participation aux réunions est plus grande, chacun veut que son opinion compte réellement au congrès. Ceci ne peut profiter qu'aux Bevanistes. Si ceux-ci réussissent à gagner la majorité du syndicat des mineurs (ce qui est possible) la majorité peut pencher en leur faveur car ils sont déjà soutenu par la majorité de la section politique et par des Syndicats comme ceux des cheminots des métallos et des employés.

Cette lutte déborde de toute façon le cadre du mouvement ouvrier anglais. Le Labour Party est le plus important de l'Internationale Socialiste.

APRES LA RATIFICATION DES ACCORDS DE PARIS

(Suite de la 1^{re} page)

anglais et français ayant notifié au Chancelier Raab, avant son départ pour Moscou qu'ils s'opposeraient à la « neutralisation » de l'Autriche.

Les Faure et Cie font d'autre part semblant d'oublier que Moscou ne s'est pas départi de son refus de négocier sur l'Allemagne en cas d'application des accords de Paris.

La déclaration de Boulganine, répondant à celle de Eisenhower, soit-disant maintenant favorable à une Conférence des Grands, laisse toujours la porte ouverte à des négociations pour « diminuer la tension internationale », mais ne spécifie pas du tout un changement de l'attitude du Kremlin sur le cas des négociations pour l'Allemagne, même après l'application des accords de Paris.

La presse soviétique au contraire a déclaré que de telles négociations n'auraient alors aucun sens. La « petite guerre » de Berlin qui semble recommencer est une des premières réactions de l'Allemagne Orientale, à la décision du réarmement de Bonn.

Les impérialistes en ratifiant les accords de Paris ont incontestablement sciemment aggravé la situation.

Loin de désarmer de quelque manière que ce soit, ils accentuent les préparatifs militaires et diplomatiques dans le cadre d'une politique de force.

Plus ils parlent de désarmement et plus pratiquement l'un après l'autre s'engagent dans la production de la bombe H.

Plus ils parlent de négociation avec « l'Est » et plus ils resserrent le réseau de leurs bases et alliances militaires, autour de l'U.R.S.S. et de la Chine comme c'est le cas, tous ces derniers mois avec ce qui se passe au Proche-Orient.

Dans cette région en effet, la Turquie a reçu la mission de briser les dernières résistances « neutralistes » et d'inclure tous les pays arabes dans les plans de guerre de l'impérialisme atlantique.

La politique impérialiste est plus que jamais prise dans l'engrenage de l'économie d'armements et de la création de « situations de force ».

Bien sûr le risque mortel d'une telle politique dans les conditions du rapport actuel de force, et les effets terribles des armes atomiques, n'échappent pas aux dirigeants impérialistes. Ils entrent même pour beaucoup dans leurs hésitations et les reculs qu'ils ont fait jusqu'ici chaque fois que la situation a frôlé de près le danger d'un conflit majeur.

Mais d'autre part, par eux-mêmes, ils sont incapables de dégager une autre issue que l'épreuve de force, que la guerre.

SEULE L'INTERVENTION PUISSANTE DES MASSES PEUT BRISER MAINTENANT CET ENGRENAGE FATAL.

Elle doit être comprise comme une lutte permanente et de plus en plus audacieuse, ardente **CONTRE LA GUERRE ET POUR LE POUVOIR OUVRIER DANS TOUS LES PAYS CAPITALISTES.**

En tant que telle, elle doit être essentiellement distincte de celle menée par les gouvernements des

Etats Ouvriers, sur le plan diplomatique.

Les discussions, les conférences, les compromis limités ici et là, entre Gouvernements, entre Etats, sont une chose, la lutte de classe des masses contre la guerre et le capitalisme sont une autre chose.

Le crime permanent du Kremlin consiste à vouloir subordonner la lutte des masses dans les pays capitalistes aux objectifs changeant de sa politique d'Etat, de sa politique étrangère en particulier.

Et comme en cette matière ce qu'il cherche en réalité c'est d'éviter la guerre, la lutte finale avec l'impérialisme et d'arriver à une sorte de « coexistence » avec ce dernier sur la base de la division entre eux du monde, ceci aboutit pratiquement à saboter la lutte des masses pour le pouvoir dans les pays capitalistes et dépendants.

Mais toute l'expérience montre qu'en réalité, toute tentative d'entente, d'en haut avec les gouvernements capitalistes et des fractions de la bourgeoisie se limite à très peu de résultats « pacifiques », « anti-guerre », et n'arrive nullement à stopper la marche fondamentale de l'impérialisme vers la guerre.

Au contraire, dans la mesure où de telles tentatives d'entente, de compromis avec la bourgeoisie, amènent les partis communistes à mettre en sourdine la lutte des classes et leur interdisent d'ouvrir devant les masses les perspectives de la lutte pour le pouvoir, démoralisent ces dernières et les plongent dans la confusion et la passivité, leur lutte contre les préparatifs de guerre de l'impérialisme, la seule qui pourrait effectivement paralyser ce dernier s'estompé, faute de la placer dans le cadre plus général de la lutte pour le pouvoir, le gouvernement ouvrier.

On le voit très bien maintenant, où les Accords de Paris viennent d'être ratifiés par les Parlements des différents pays capitalistes, en France et en Italie en particulier, au milieu d'une grande passivité des masses désorientées, par la manière dont les P.C. conduisent la lutte contre ces accords et contre la guerre.

La ratification des accords de Paris nous fait entrer dans une phase de lutte plus décisive contre chaque nouveau pas de la bourgeoisie dans sa préparation de la guerre.

En Allemagne, le prolétariat aura à lutter avec des forces décuplées pour empêcher que la reconstitution d'une armée bourgeoise se réalise. En France il s'agit d'épauler cette lutte du prolétariat allemand et de se dresser plus vigoureusement contre la politique de la bourgeoisie engagée encore davantage dans l'alliance contre révolutionnaire atlantique.

Afin de galvaniser les masses pour ce combat permanent, nécessaire, il faut l'insérer dans la perspective plus générale de la lutte pour le gouvernement communiste-socialiste, à travers une véritable politique de Front Unique de Parti à Parti du sommet à la base, sur un programme conforme aux aspirations profondes et aux besoins des larges masses du pays.

Jean-Paul MARTIN

L'action de sa base pour plus de démocratie et plus de combativité ne peut qu'être un bon exemple pour tous les partis socialistes de masse en Belgique, en Hollande en Allemagne etc... D'autre part la victoire de Bevan au prochain congrès provoquerait une perturbation de toute la stabilité politique de l'Angleterre avec ses considérables contre-coups sur la politique mondiale.

Enfin même sur les militants staliniens l'effet d'une telle lutte, et surtout d'une telle victoire, ne peut pas ne pas provoquer des réflexions sur

l'attitude de ses dirigeants à l'égard des partis socialistes. Un front Unique international n'est-il pas visiblement nécessaire ? Les travailleurs anglais ou allemands sont-ils d'une autre nature que les travailleurs français ou italiens. N'expriment-ils pas les mêmes aspirations, chacun à sa manière ? Les appareils qui les divisent internationalement et nationalement vont-ils continuer à le faire impunément ? L'exemple des ouvriers anglais et de Bevan montre qu'il est possible de les secouer et de les vaincre.

L. W. CARPER.